

RAPPORT FINANCIER
SEMESTRIEL
2023



SOMMAIRE

03 PRÉSENTATION DE SOFAC

05 RAPPORT D'ACTIVITÉ

Faits marquants
Performances & réalisations
Perspectives

06 COMPTES CONSOLIDÉS

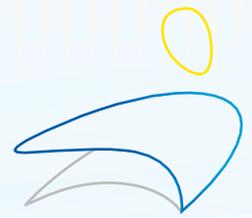
AU 30 JUIN 2023

31 COMPTES SOCIAUX

AU 30 JUIN 2023

55 LISTE DES COMMUNIQUÉS DE PRESSE

AU 30 JUIN 2023



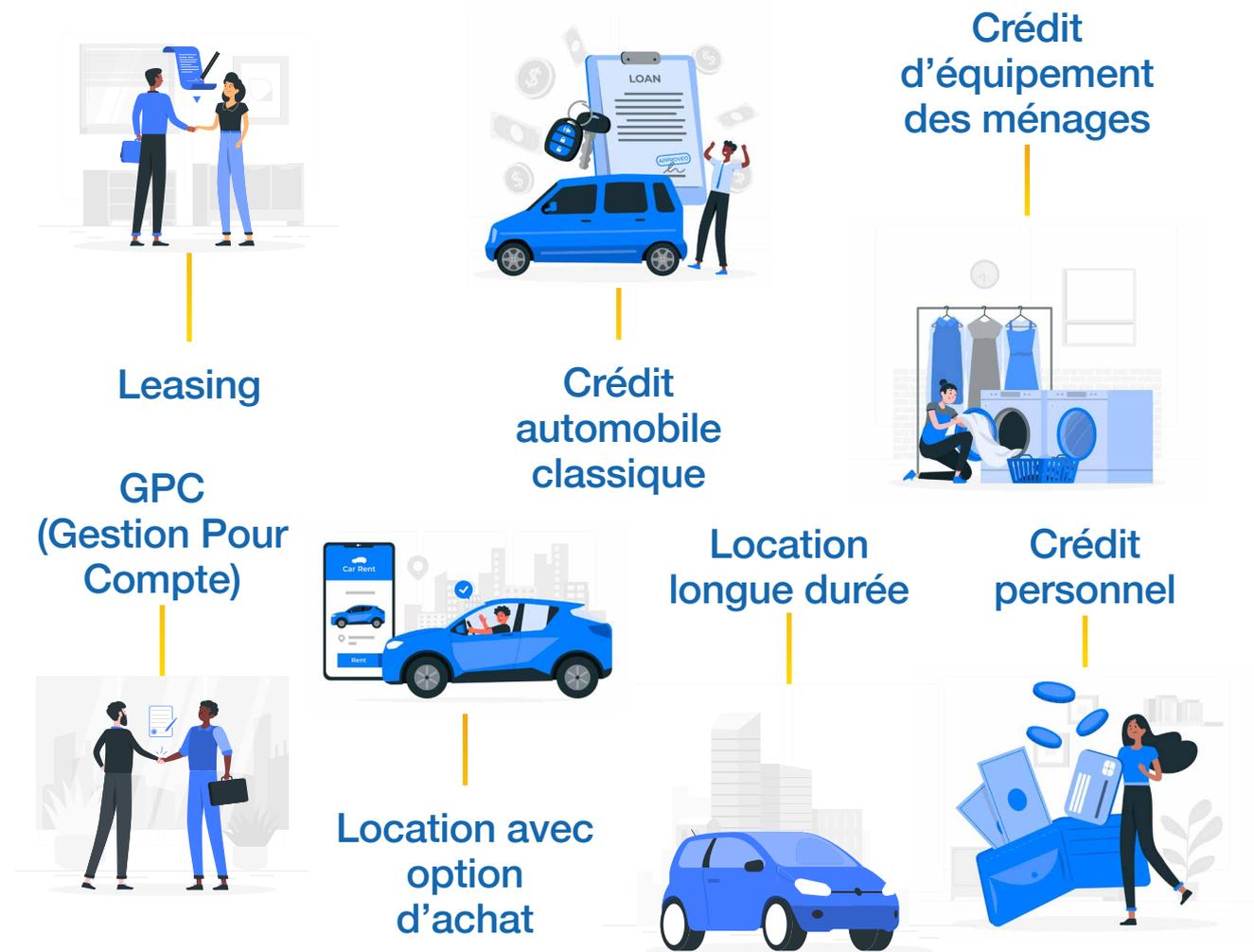
SOFAC en bref

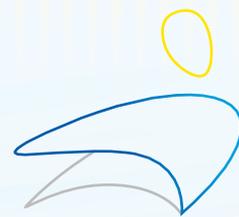
Créée en 1947, SOFAC est une entreprise de premier plan du crédit à la consommation et du leasing au Maroc, offrant de multiples services de financement à destination des ménages, des professionnels et des petites et moyennes entreprises. Afin de mieux satisfaire les besoins de ses clients, SOFAC met à leur disposition toute son expertise à travers son réseau d'agences propres, d'agents agréés et sa plateforme digitale Crediz. SOFAC propose en outre la gestion pour compte au profit de ses partenaires et actionnaires de référence, mais aussi des produits d'assurance à travers sa filiale Sofassur, des solutions de financements structurés grâce à sa filiale SSF (Sofac Structured Finance) ainsi que la LLD (Location Longue Durée) et les services de mobilités à travers sa filiale BADEEL. Bénéficiant de l'expertise de ses actionnaires, notamment CIH Bank et Barid Al Maghrib, SOFAC s'impose aujourd'hui parmi les acteurs incontournables sur le marché, contribuant activement au développement économique et social des différentes régions de son implantation.

Notre mission

Offrir des solutions de financement adaptées aux besoins des ménages et des entreprises et accompagner les grands groupes dans le développement et la gestion de leurs portefeuilles de crédits et leurs engagements.

Une gamme de produits **complète et diversifiée**





Une large couverture géographique

Afin de mener à bien son activité de distribution des crédits à la consommation, Sofac est doté d'un large réseau de 14 agences propres dans les principales villes du Maroc.

Il est aussi partenaire avec plus de 61 intermédiaires et agents, dont la mission est de distribuer davantage ses produits et services.





Nos métiers

Sofac offre une gamme diversifiée de solutions de financement qui entrent dans le cadre des crédits à la consommation, qu'ils soient des prêts affectés et non affectés, en passant par l'activité de Leasing des biens mobiliers et immobiliers jusqu'à la gestion pour compte de tiers.



Prêts affectés

Produits visant le financement de biens, tels que les prêts automobiles, les crédits Leasing et les prêts de financement des équipements ménagers et de matériel informatique.

- **Crédit auto classique**
- **Crédit auto Leasing aux particuliers**
- **Crédit ménager**



Prêts non affectés

Solutions de financement caractérisées par leur aspect personnel et l'absence de leur liaison directe au financement de biens, ils sont destinés aux fonctionnaires et aux employés du secteur privé.



Gestion pour compte de Tiers

Services de gestion réalisés pour le compte des partenaires de Sofac, tels que CIH Bank, Al Barid Bank et Badeel, et ce à travers leur mise à disposition des ressources Back-office pour la gestion de l'encours ou de la production nette ainsi que la promotion des synergies.



Nos métiers



Crédit-bail mobilier

Leasing mobilier : neuf et occasion

Le crédit-bail mobilier fonctionne sur le même principe que la location financière : ce contrat permet à une entreprise de louer du matériel durant une période déterminée. Toutefois, le crédit-bail comprend une option d'achat, qui permet à l'entreprise de devenir propriétaire du bien si elle le souhaite, à un prix déterminé d'avance.



Crédit-bail immobilier

Immeubles construits et terrains à construire.

Le crédit-bail immobilier est une location.

Comme pour le crédit-bail mobilier, il nécessite l'achat, par le crédit-bailleur (leaser ou société de leasing), de l'immeuble d'entreprise qui sera ensuite loué à l'entreprise locataire (le crédit-preneur), avec option d'achat en fin de contrat.

Crédit-Bail

Produits de financement à moyen terme en crédit-bail des biens mobiliers (outils informatiques, véhicules ...) et des biens immobiliers destinés aux entreprises.

- **Crédit-bail mobilier**
- **Crédit-bail immobilier**



Nos filiales

Afin d'accompagner le développement de son métier, Sofac s'est doté de 3 filiales dont l'expertise et le savoir-faire constituent un levier stratégique incontournable pour faire face aux transformations profondes de l'activité de financement : Sofassur spécialiste du courtage d'assurance, Sofac Structured Finance (SSF) la société de gestion des Fonds de Placement Collectifs en Titrisation, ainsi que Badeel entité spécialisée dans la location longue durée acquise en 2022.



SSF

Afin d'assurer la gestion des Fonds de Placement Collectifs en Titrisation, et le transfert d'une partie de son encours, Sofac a créé Sofac Structured Finance en 2019, filiale détenue à 100%.



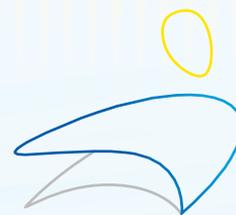
Sofassur

Cabinet spécialisé dans le courtage d'assurance détenu à 100% par Sofac, Sofassur assure les activités des assurances des produits de financements de sa maison mère, elle permet ainsi à cette dernière de commercialiser les produits d'assurance dommages et vie dans le cadre de contrats d'assurances pour le compte du portefeuille de Sofac et du grand public.



Badeel

Badeel est spécialisée dans la LLD (Location à Longue Durée) et les services de mobilité. Étant actionnaire de Badeel à hauteur de 15% depuis février 2021, Sofac a pris son contrôle exclusif en finalisant l'acquisition des 85% restant de son capital en 2022.

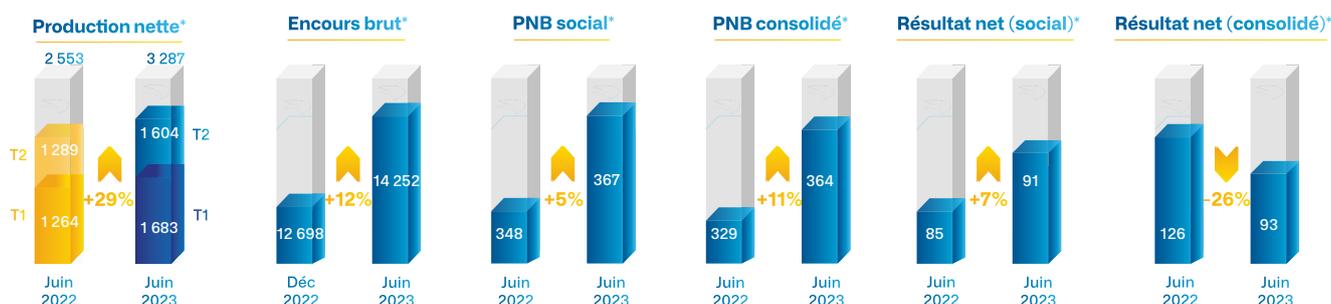


Faits marquants

- ▶ Progression de la production nette de crédit et hausse du PNB
- ▶ Maîtrise des charges générales d'exploitation
- ▶ Lancement du programme de titrisation FT AUTO MOBILITY
- ▶ Extension de l'agrément leasing au financement des grandes entreprises

Performances & réalisations

La bonne dynamique de croissance s'est maintenue au cours du premier semestre de 2023, faisant ressortir une production nette en hausse de +29% par rapport à la même période de l'exercice 2022, à 3 287 MDH. Cette évolution, soutenue par la bonne performance des segments de l'automobile et du leasing, a permis une croissance de l'encours brut de +12%, à 14 252 MDH.



(*) Indicateurs en MDH

Grâce aux efforts de développement commercial ainsi qu'au pilotage des coûts de refinancement, dans un contexte haussier de taux, le Produit Net Bancaire Social s'est amélioré de +5% à 367 MDH et le Produit Net Bancaire Consolidé est également en hausse, de +11% à 364 MDH.

L'évolution des activités de SOFAC a engendré la hausse de la dette bancaire, et ainsi contribué à la hausse de 10% de son endettement net. À ce titre et afin de diversifier ses moyens de refinancement et améliorer ses Fonds Propres, SOFAC a lancé le programme de titrisation à émissions multiples dédié à l'acquisition de créances de Prêts et de Locations avec Option d'Achat (LOA), distribués par SOFAC pour le compte de la clientèle d'Auto Hall ou de ses filiales, avec une première émission de 700 MDH en juin 2023.

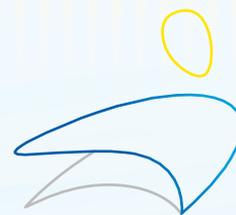
Les efforts d'efficacité opérationnelle ont permis de maîtriser l'évolution des charges au titre du semestre, avec un coefficient d'exploitation en amélioration de 127 points de base.

Dans le cadre de sa démarche de gestion des risques et compte tenu du contexte économique, SOFAC a constaté une augmentation du coût du risque, ayant impacté le résultat net consolidé s'établissant à 93 MDH contre 126 MDH. À fin juin 2023, le résultat net social s'établit à 91 MDH, contre 85 MDH au premier semestre 2022.

Par ailleurs, au deuxième trimestre 2023, SOFAC a élargi son activité de leasing en obtenant l'agrément pour le financement des grandes entreprises, conformément à sa stratégie de diversification et de développement.

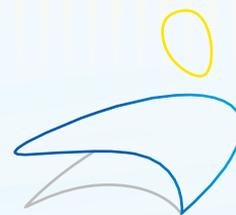
Perspectives

En tant qu'acteur majeur dans le financement des ménages et des entreprises au Maroc, SOFAC continue d'accompagner ses clients en étendant son réseau de distribution et en diversifiant son offre grâce à des solutions de financement novatrices. Son expertise en ingénierie financière lui permet de maîtriser ses coûts de refinancement et de renforcer ses fondamentaux.

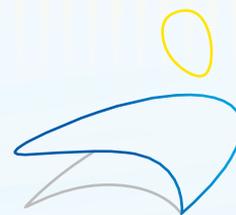


ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉ

| ACTIF (En milliers) | Notes | 30/06/2023 | 31/12/2022 |
|---|--------------|-------------------|-------------------|
| Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux | 5.1.1 | 2 110 | 2 466 |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 5.1.2 | 508 026 | 22 000 |
| Actifs financiers détenus à des fins de transaction | | | |
| <i>Autres Actifs financiers à la juste valeur par résultat</i> | | 508 026 | 22 000 |
| Instruments dérivés de couverture | | | |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | 5.1.3 | 72 243 | 72 243 |
| <i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i> | | | |
| <i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i> | | 72 243 | 72 243 |
| Titres au coût amorti | 5.1.4 | | |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti | 5.1.5 | 90 926 | 141 076 |
| Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti | 5.1.6 | 12 651 832 | 11 343 501 |
| Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux | | | |
| Placements des activités d'assurance | | | |
| Actifs d'impôt exigible | | 7 536 | 13 880 |
| Actifs d'impôt différé | | 113 773 | 130 198 |
| Comptes de régularisation et autres actifs | 5.1.7 | 1 195 680 | 792 475 |
| Actifs non courants destinés à être cédés | | | |
| Participations dans des entreprises mises en équivalence | | | |
| Immubles de placement | | | |
| Immobilisations corporelles | 5.1.8 | 177 366 | 180 091 |
| Immobilisations incorporelles | 5.1.9 | 33 591 | 33 164 |
| Ecarts d'acquisition | 5.1.10 | | |
| TOTAL ACTIF | | 14 853 083 | 12 731 095 |
| PASSIF (En milliers) | Notes | 30/06/2023 | 31/12/2022 |
| Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux | | | |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 5.2.1 | | |
| Passifs financiers détenus à des fins de transaction | | | |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | | | |
| Instruments dérivés de couverture | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit et assimilés | 5.2.2 | 5 601 862 | 3 717 676 |
| Dettes envers la clientèle | 5.2.3 | 3 586 786 | 2 812 052 |
| Titres de créance émis | 5.2.4 | 2 986 680 | 4 066 954 |
| Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux | | | |
| Passifs d'impôt exigible | | 47 482 | 99 393 |
| Passifs d'impôt différé | | 224 259 | 227 426 |
| Comptes de régularisation et autres passifs | 5.2.5 | 1 229 579 | 629 973 |
| Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés | | | |
| Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance | | | |
| Provisions | 5.2.6 | 48 979 | 46 199 |
| Subventions et fonds assimilés | | | |
| Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie | | 159 068 | 156 986 |
| Capitaux propres | | 968 387 | 974 437 |
| Capitaux propres part du groupe | | 968 387 | 974 437 |
| Capital et réserves liées | | 193 201 | 193 201 |
| Réserves consolidées | | 682 257 | 566 117 |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | | 1 818 |
| Résultat de l'exercice | | 92 929 | 213 301 |
| Intérêts minoritaires | | | |
| TOTAL PASSIF | | 14 853 083 | 12 731 095 |



| ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ | | | |
|---|--------------|-------------------|-------------------|
| (En milliers) | Notes | 30/06/2023 | 30/06/2022 |
| + Intérêts et produits assimilés | 6.1 | 439 914 | 365 870 |
| - Intérêts et charges assimilées | 6.1 | -144 911 | -103 232 |
| MARGE D'INTÉRÊT | | 295 003 | 262 638 |
| + Commissions (produits) | 6.2 | 47 107 | 47 483 |
| - Commissions (charges) | 6.2 | -11 018 | -6 662 |
| MARGE SUR COMMISSIONS | | 36 089 | 40 821 |
| +/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat | 6.3 | 2 | 11 |
| +/- Gains ou pertes nets des instruments mesurés à la juste valeur par capitaux propres | 6.4 | -1 541 | -1 895 |
| + Produits des autres activités | 6.5 | 34 351 | 26 662 |
| - Charges des autres activités | 6.5 | | |
| PRODUIT NET BANCAIRE | | 363 904 | 328 236 |
| - Charges générales d'exploitation | 6.6 | -106 438 | -99 964 |
| - Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles | 6.7 | -8 564 | -7 948 |
| RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION | | 248 902 | 220 324 |
| Coût du risque | 6.8 | -95 155 | -11 513 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION | | 153 746 | 208 811 |
| +/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence | | | |
| +/- Gains ou pertes nets sur autres actifs | | -23 | -552 |
| +/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition | | | |
| RÉSULTAT AVANT IMPÔT | | 153 724 | 208 259 |
| - Impôt sur les résultats | 6.9 | -60 794 | -81 950 |
| +/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession | | | |
| RÉSULTAT NET | | 92 929 | 126 310 |
| Intérêts minoritaires | | | |
| RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE | | 92 929 | 126 310 |
| Résultat de base par action (en dirhams) | 6.10 | 48 | 65 |
| Résultat dilué par action (en dirhams) | 6.10 | | |
| RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES | | | |
| RÉSULTAT NET | Notes | 30/06/2023 | 30/06/2022 |
| RÉSULTAT NET | | 92 929 | 126 310 |
| Ecarts de conversion | | | |
| Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | | | |
| Réévaluation des instruments dérivés de couverture | | | |
| Réévaluation des immobilisations | | | |
| Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies | | | |
| Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence | | | |
| Impôts | | | |
| TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES | | | |
| RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES | | 92 929 | 126 310 |
| Dont Part du Groupe | | 92 929 | 126 310 |
| Dont Part des minoritaires | | | |



| PÉRIMÈTRE | | | | | | |
|----------------------|------------|------------|-----------|------------|---------|--------------------------|
| Dénomination sociale | 30/06/2023 | | | 31/12/2022 | | Méthode de consolidation |
| | % Intérêt | % Contrôle | % Intérêt | % Contrôle | | |
| SOFAC | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% | Consolidante |
| SOFASSUR | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% | Intégration Globale |
| SSF | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% | Intégration Globale |

| ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT | | |
|---|----------------|---------------|
| (En milliers) | 30/06/2023 | 31/12/2022 |
| Actifs financiers détenus à des fins de transaction | | |
| Bons du Trésor | | |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | | |
| Actions et autres titres à revenu variable | | |
| Titres de participation non consolidés | | |
| Instruments dérivés | | |
| Autres actifs financiers détenus à la juste valeur par résultat | 508 026 | 22 000 |
| TOTAL | 508 026 | 22 000 |

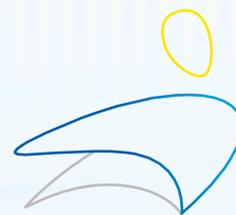
| VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX | | | | |
|---|--------------|--------|--------------|--------|
| (En milliers) | 30/06/2023 | | 31/12/2022 | |
| | Actif | Passif | Actif | Passif |
| Caisse | 1 553 | | 2 232 | |
| Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux | 557 | | 234 | |
| Total | 2 110 | | 2 466 | |

| ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES | | |
|--|---------------|---------------|
| (En milliers) | 30/06/2023 | 31/12/2022 |
| Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables | | |
| Bons du Trésor | | |
| Autres Instruments | | |
| Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables | 72 243 | 72 243 |
| TOTAL | 72 243 | 72 243 |



PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

| (En milliers) | Secteur public | Secteur privé | | | Total | | Total | |
|--|-------------------|-------------------------|-----------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-----------------|-------------------|
| | | Entreprises financières | Entreprises non financières | Autre clientèle | 30/06/2023 | 31/12/2022 | | |
| Crédits de trésorerie | | | | | | | | |
| - Comptes à vue débiteurs | | | | | | | | |
| - Créances commerciales | | | | | | | | |
| - Crédits à l'exportation | | | | | | | | |
| Crédits à la consommation | | | | 13 784 418 | 13 784 418 | 12 326 130 | | |
| Crédits à l'équipement | | | | | | | | |
| Crédits immobiliers | | | | | | | | |
| Intérêts courus à recevoir | | | | | | | | |
| Agios réservés | | | | -170 697 | -170 697 | -117 369 | | |
| Valeurs reçues en pension | | | | | | | | |
| Créances acquises par affacturage | | | | | | | | |
| Autres créances | | | | 5 517 | 5 517 | 6 545 | | |
| Encours bruts | | | | 13 619 238 | 13 619 238 | 12 215 306 | | |
| Dépréciations | | | | 967 407 | 967 407 | 871 804 | | |
| Encours nets | | | | 12 651 832 | 12 651 832 | 11 343 501 | | |
| | | | | | | | | |
| 30/06/2023 | | | | | 31/12/2022 | | | |
| Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9 Hors Agios réservés | Bucket 1 | Bucket 2 | Bucket 3 | Total | Bucket 1 | Bucket 2 | Bucket 3 | Total |
| Encours brut | 10 653 419 | 1 592 206 | 1 538 793 | 13 784 418 | 9 561 226 | 1 542 630 | 1 222 274 | 12 326 130 |
| Dépréciations | 40 822 | 74 763 | 851 822 | 967 407 | 38 849 | 75 718 | 757 237 | 871 804 |
| Net | 10 612 597 | 1 517 443 | 686 971 | 12 817 011 | 9 522 377 | 1 466 912 | 465 037 | 11 454 326 |



| PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS | | |
|--|---------------|----------------|
| (En milliers) | 30/06/2023 | 31/12/2022 |
| A vue | 90 926 | 141 076 |
| Comptes ordinaires | 90 926 | 141 076 |
| Prêts et comptes au jour le jour | | |
| Valeurs reçues en pension au jour le jour | | |
| A terme | | |
| Prêts et comptes à terme | | |
| Prêts subordonnés et participants | | |
| Valeurs reçues en pension à terme | | |
| Créances rattachées | | |
| Total Brut | 90 926 | 141 076 |
| Dépréciation | | |
| TOTAL NET | 90 926 | 141 076 |

| COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES ACTIFS | | |
|--|------------------|----------------|
| (En milliers) | 30/06/2023 | 31/12/2022 |
| Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués | | |
| Créances fiscales | 342 256 | 285 995 |
| Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance | 160 982 | 72 210 |
| Débiteurs Divers | 692 442 | 434 269 |
| Comptes de liaison | | |
| TOTAL | 1 195 680 | 792 475 |

| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | | |
|--|----------------------------|---------------|--------------------------------|----------------------------------|----------------------------|
| Valeur brute (En milliers) | Valeur brute au 31/12/2022 | Acquisitions | Mises hors services et sorties | Effet de l'application d'IFRS 16 | Valeur brute au 30/06/2023 |
| Terrains et constructions | 154 056 | | | 1 289 | 155 345 |
| Matériel, outillage et transport | | | | | |
| Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers | 28 478 | 3 650 | 2 | | 32 125 |
| Autres immobilisations corporelles | 37 849 | 5 629 | | | 43 478 |
| En-cours | 19 215 | 900 | 9 021 | | 11 094 |
| Droit d'utilisation | | | | | |
| TOTAL | 239 598 | 10 179 | 9 023 | 1 289 | 242 042 |

| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | | |
|--------------------------------------|----------------------------|--------------|--------------------|-------------------|----------------------------|
| (En milliers) | Valeur brute au 31/12/2022 | Acquisitions | Cession ou retrait | Dotation exercice | Valeur brute au 30/06/2023 |
| Valeur brute | 116 403 | 2 483 | | | 118 886 |
| Amortissement | 83 239 | | | 2 056 | 85 295 |
| Valeur nette | 33 164 | 2 483 | | -2 056 | 33 591 |

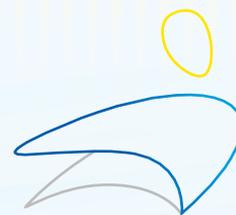


DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

| (En milliers) | Établissements de crédit et assimilés au Maroc | | | Etablissements de crédit à l'étranger | Total | Total |
|-------------------------------|---|------------------|---|---------------------------------------|------------------|------------------|
| | Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux | Banques au Maroc | Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc | | 30/06/2023 | 31/12/2022 |
| Comptes ordinaires créditeurs | | 386 781 | | | 386 781 | 190 628 |
| Valeurs données en pension | | 499 858 | | | 499 858 | |
| - au jour le jour | | | | | | |
| - à terme | | 499 858 | | | 499 858 | |
| Emprunts de trésorerie | | 4 700 357 | | | 4 700 357 | 3 520 357 |
| - au jour le jour | | | | | | |
| - à terme | | 4 700 357 | | | 4 700 357 | 3 520 357 |
| Emprunts financiers | | | | | | |
| Intérêts courus à payer | | 14 866 | | | 14 866 | 6 691 |
| Autres dettes | | | | | | |
| TOTAL | | 5 601 862 | | | 5 601 862 | 3 717 676 |

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

| (En milliers) | Secteur public | Secteur privé | | | Total 30/06/2023 | Total 31/12/2022 |
|----------------------------|----------------|-------------------------|-----------------------------|------------------|---------------------|---------------------|
| | | Entreprises financières | Entreprises non financières | Autre clientèle | | |
| Comptes à vue créditeurs | | | | | | |
| Comptes d'épargne | | | | | | |
| Dépôts à terme | | | | | | |
| Valeurs données en pension | | | | | | |
| Autres comptes créditeurs | | | | 3 586 786 | 3 586 786 | 2 812 052 |
| Intérêts courus à payer | | | | | | |
| TOTAL | | | | 3 586 786 | 3 586 786 | 2 812 052 |



COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES PASSIFS

| (En milliers) | 30/06/2023 | 31/12/2022 |
|-------------------------------|------------------|----------------|
| Opération diverses sur titres | 511 322 | 1 428 |
| Sommes dues à l'Etat | | |
| Clients avances et acomptes | | |
| Charges à payer | 515 574 | 474 813 |
| Dividendes à payer | | |
| Autres passifs | 202 684 | 153 732 |
| TOTAL | 1 229 579 | 629 973 |

COMMISSIONS

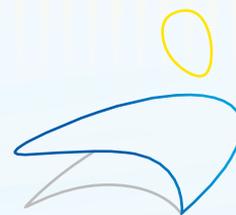
| (En milliers) | 30/06/2023 | | | 30/06/2022 | | |
|---|---------------|---------------|----------------|---------------|--------------|---------------|
| | Produits | Charges | Net | Produits | Charges | Net |
| Commissions nettes sur opérations | 47 107 | | 47 107 | 47 483 | | 47 483 |
| Sur opérations avec les établissements de crédit | | | | | | |
| Sur opérations avec la clientèle | 47 107 | | 47 107 | 47 483 | | 47 483 |
| Autre | | | | | | |
| Prestation de services bancaires et financiers | | 11 018 | -11 018 | | 6 662 | -6 662 |
| sur opération de paiement | | 11 018 | -11 018 | | 6 662 | -6 662 |
| sur opération de change | | | | | | |
| Autres | | | | | | |
| Produits nets des commissions | 47 107 | 11 018 | 36 089 | 47 483 | 6 662 | 40 821 |

MARGE D'INTÉRÊT

| (En milliers) | 30/06/2023 | 30/06/2022 |
|--|----------------|----------------|
| Sur opérations avec les établissements de crédits | | |
| Sur opérations avec la clientèle | 437 439 | 363 819 |
| Intérêts courus et échus sur titres | | |
| Intérêts courus et échus sur instruments de couverture | | |
| Sur opérations de crédit bail | 2 475 | 2 051 |
| Autres intérêts et produits assimilés | | |
| Produits d'intérêt | 439 914 | 365 870 |
| Sur opérations avec les établissements de crédits | 98 515 | 42 253 |
| Sur opérations avec la clientèle | | |
| Sur dettes représentées par titres | 42 409 | 56 628 |
| Sur dettes subordonnées | 3 985 | 4 350 |
| Intérêts courus et échus sur instruments de couverture | | |
| Autres intérêts et charges assimilés | 2 | 2 |
| Charges d'intérêt | 144 911 | 103 232 |

PROVISIONS

| Provisions | 31/12/2022 | Augmentation | Diminution | 30/06/2023 |
|--|---------------|--------------|------------|---------------|
| Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires | 28 169 | 1 739 | | 29 908 |
| Provisions pour autres risques et charges | 18 030 | 1 120 | 79 | 19 071 |
| Total | 46 199 | 2 859 | 79 | 48 979 |

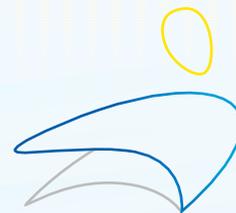


| TITRES DE CRÉANCES ÉMIS | | | | |
|---|------------------|--------------|------------------|------------------|
| | 31/12/2022 | Augmentation | Diminution | 30/06/2023 |
| Bons de caisse | | | | |
| Titres du marché interbancaire | | | | |
| Titres de créances négociables | 4 066 954 | | 1 080 274 | 2 986 680 |
| Emprunts obligataires | | | | |
| Autres dettes représentées par un titre | | | | |
| Total | 4 066 954 | | 1 080 274 | 2 986 680 |

| RÉSULTAT SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT | | | |
|---|--|------------|------------|
| (En milliers) | | 30/06/2023 | 30/06/2022 |
| Dividendes reçus | | | |
| Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passifs à la juste valeur par le résultat | | 2 | 11 |
| Plus ou moins values latentes sur actifs/passifs à la juste valeur par le résultat | | | |
| Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture | | | |
| Variation de juste valeur des instruments dérivés | | | |
| Inefficacité de couverture à la juste valeur | | | |
| Inefficacité de couverture de flux de trésorerie | | | |
| Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat | | 2 | 11 |

| RÉSULTAT DES AUTRES ACTIVITÉS | | | |
|--|--|---------------|---------------|
| (En milliers) | | 30/06/2023 | 30/06/2022 |
| Produits de la promotion immobilière | | | |
| Produits sur opérations de location simple | | | |
| Variations de juste valeur des immeubles de placement | | | |
| Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance | | | |
| Autres produits nets de l'activité d'assurances | | | |
| Variation des provisions techniques des contrats d'assurances | | | |
| Autres produits (charges) nets | | 34 351 | 26 662 |
| Produits et charges nets des autres activités | | 34 351 | 26 662 |

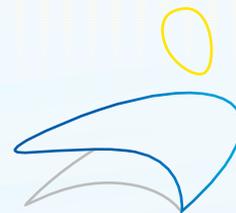
| CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION | | | |
|---|--|----------------|---------------|
| (En milliers) | | 30/06/2023 | 30/06/2022 |
| Charges de personnel | | 60 951 | 56 452 |
| Impôts et taxes | | 1 223 | 1 481 |
| Services extérieurs et autres charges | | 44 265 | 42 031 |
| Charges d'exploitation | | 106 438 | 99 964 |



| CHARGES DU PERSONNEL | | |
|-------------------------------|---------------|---------------|
| (En milliers) | 30/06/2023 | 30/06/2022 |
| Salaires et appointements | 37 378 | 35 668 |
| Primes et indemnités | 9 409 | 8 673 |
| Charges de retraite | 9 606 | 8 099 |
| Charges d'assurances sociales | 2 969 | 3 222 |
| Autres charges de personnel | 1 588 | 791 |
| TOTAL | 60 951 | 56 452 |

| AMORTISSEMENT ET DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS | | |
|--|--------------|--------------|
| (En milliers) | 30/06/2023 | 30/06/2022 |
| Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles | 2 050 | 2 389 |
| Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles | 6 514 | 5 559 |
| Dotations nettes aux provisions pour dépréciation | | |
| TOTAL | 8 564 | 7 948 |

| COÛT DU RISQUE | | |
|--|----------------|----------------|
| (En milliers) | 30/06/2023 | 30/06/2022 |
| Dotations aux provisions | 208 133 | 184 429 |
| Provisions pour dépréciation des prêts et créances | 207 013 | 181 637 |
| Provisions pour dépréciation des titres | | |
| Provisions pour risques | 1 120 | 2 792 |
| Reprise de provisions | 111 536 | 171 486 |
| Provisions pour dépréciation des prêts et créances | 111 457 | 168 986 |
| Provisions pour dépréciation des titres | | |
| Provisions pour risques | 79 | 2 500 |
| Variation des provisions | 96 597 | 12 943 |
| Pertes sur prêts et créances irrécouvrables | 62 | 58 |
| Récupérations sur prêts et créances amorties | -1 504 | -2 401 |
| Autres pertes | | 912 |
| Coût du risque | 95 155 | 11 513 |

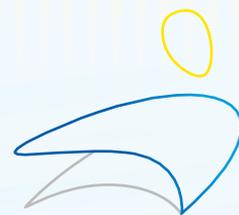


| CHARGE D'IMPÔT RECONNUE EN ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL | | |
|---|---------------|---------------|
| (En milliers) | 30/06/2023 | 30/06/2022 |
| Charge d'impôts courants | 49 996 | 47 433 |
| Charge d'impôts différés | 10 798 | 34 516 |
| Charge d'impôts de la période | 60 794 | 81 950 |

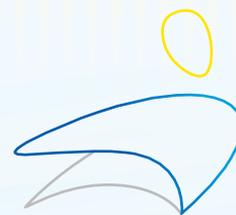
| RÉSULTAT DE BASE ET RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION | | |
|--|------------|------------|
| (En milliers) | 30/06/2023 | 30/06/2022 |
| Résultat net part du Groupe | 92 929 | 126 310 |
| Nombre d'actions ordinaires émises | 1 932 | 1 932 |
| Résultat par action en dirhams | 48 | 65 |

| PREUVE D'IMPÔTS | | |
|--|----------------|----------------|
| | 30/06/2023 | 31/12/2022 |
| Résultat net de l'ensemble consolidé | 92 929 | 126 310 |
| Impôts exigibles (IS) | 49 996 | 47 433 |
| Impôts différés | 10 798 | 34 516 |
| Total charge fiscale consolidée IFRS | 60 794 | 81 950 |
| Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts | 153 724 | 208 259 |
| Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale retraitée/résultat comptable IFRS retraité avant impôts) | 39,55% | 39,35% |
| Montant de différences de taux mère/filiale | -376 | -344 |
| Impôt sur différences temporelles | -10 798 | -34 516 |
| Effet des autres éléments | | -2 622 |
| Charge fiscale recalculée | | |
| Taux d'impôt légal au Maroc | 37.75% | 37% |

| VARIATION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS AU COURS DE LA PÉRIODE | | | | |
|---|----------------|----------------------------------|--|----------------|
| | 31/12/2022 | Montants reconnus en résultat | Montants reconnus en capitaux propres | 30/06/2023 |
| Impôts différés actifs | 139 652 | 1 229 | | 140 882 |
| Impôts différés passifs | 208 059 | 12 027 | | 220 086 |
| Impôts différés actifs / passifs | -68 406 | -10 798 | | -79 205 |



| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE | | |
|---|-------------------|-------------------|
| (En milliers) | 30/06/2023 | 31/12/2022 |
| Engagements de financements et de garantie donnés | 102 012 | 7 295 |
| Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés | | |
| - Crédits documentaires import | | |
| - Acceptations ou engagements de payer | | |
| - Ouvertures de crédit confirmés | | |
| - Engagements de substitution sur émission de titres | | |
| - Engagements irrévocables de crédit-bail | | |
| - Autres engagements de financement donnés | | |
| Engagements de financement en faveur de la clientèle | 102 012 | 7 295 |
| - Crédits documentaires import | | |
| - Acceptations ou engagements de payer | | |
| - Ouvertures de crédit confirmés | | |
| - Engagements de substitution sur émission de titres | | |
| - Engagements irrévocables de crédit-bail | | |
| - Autres engagements de financement donnés | 102 012 | 7 295 |
| Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés | | |
| - Crédits documentaires export confirmés | | |
| - Acceptations ou engagements de payer | | |
| - Garanties de crédits données | | |
| - Autres cautions, avals et garanties donnés | | |
| - Engagements en souffrance | | |
| Engagements de garantie d'ordre de la clientèle | | |
| - Garanties de crédits données | | |
| - Cautions et garanties en faveur de l'administration publique | | |
| - Autres cautions et garanties données | | |
| - Engagements en souffrance | | |
| Engagements de financements et de garantie reçus | 4 970 | 1 806 |
| Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés | | |
| - Ouvertures de crédits confirmés | | |
| - Engagements de substitution sur émission de titres | | |
| - Autres engagements de financement reçus | | |
| Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés | 4 811 | 1 647 |
| - Garanties de crédits | | |
| - Autres garanties reçues | 4 811 | 1 647 |
| Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers | 159 | 159 |
| - Garanties de crédits | | |
| - Autres garanties reçues | 159 | 159 |



INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

| FLUX DE TRÉSORERIE | 30/06/2023 | 31/12/2022 |
|---|-----------------|-----------------|
| 1. Résultat avant impôts (A) | 153 724 | 356 808 |
| 2. +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles | 8 564 | 16 535 |
| 3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations | | |
| 4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers | | |
| 5. +/- Dotations nettes aux provisions | 2 780 | 3 606 |
| 6. +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence | | |
| 7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement | | |
| 8. +/- Produits/charges des activités de financement | -2 | -15 |
| 9. +/- Autres mouvements | -208 140 | -186 826 |
| 10. = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements (B) | -196 798 | -166 701 |
| 11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés | 1 934 337 | 1 316 186 |
| 12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle | -533 596 | -1 845 060 |
| 13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers | -1 568 116 | 636 443 |
| 14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers | 162 734 | -215 108 |
| 15. - Impôts versés | -47 433 | -104 421 |
| 16. = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15) (C) | -52 075 | -211 959 |
| 17. FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE (Total des éléments A, B et C) (D) | -95 149 | -21 852 |
| 18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations | | |
| 19. +/- Flux liés aux immeubles de placements | | |
| 20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles | -6 266 | -39 468 |
| 21. FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20) (E) | -6 266 | -39 468 |
| 22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires | 98 976 | 88 292 |
| 23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement | 2 083 | -25 958 |
| 24. FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23) (F) | 101 059 | 62 334 |
| 25. Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie | | |
| 26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (Total des éléments D, E et F) | -356 | 1 014 |
| COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE | | |
| 27. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE | 2 466 | 1 452 |
| 28. Caisse, banques centrales, CCP(actif & passif) | 2 466 | 1 452 |
| 29. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit | | |
| 30. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE | 2 110 | 2 466 |
| 31. Caisse, banques centrales, CCP(actif & passif) | 2 110 | 2 466 |
| 32. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit | | |
| 33. VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE | -356 | 1 014 |



TABLEAU DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES

| | Capital | Réserves liées au capital | Actions propres | Réserves et résultats consolidés | Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables | Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables | Les capitaux propres part du Groupe | Intérêts minoritaires | Total |
|--|----------------|---------------------------|-----------------|----------------------------------|---|---|-------------------------------------|-----------------------|----------------|
| Capitaux propres clôture 31 Décembre 2022 | 193 200 | 1 | | 780 665 | 571 | | | | 974 437 |
| Changement de méthodes comptables | | | | | | | | | |
| Autres variations (Actualisation IFRS 16) | | | | -3 | | | | | -3 |
| Capitaux propres d'ouverture 1^{er} janvier 2023 | 193 200 | 1 | | 780 662 | 571 | | | | 974 434 |
| Opérations sur capital | | | | | | | | | |
| Paiements fondés sur des actions | | | | | | | | | |
| Opérations sur actions propres | | | | | | | | | |
| Dividendes | | | | -98 976 | | | | | -98 976 |
| Résultat de l'exercice au 30 Juin 2023 | | | | 92 929 | | | | | 92 929 |
| Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D) | | | | | | | | | |
| Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E) | | | | | | | | | |
| Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (F) | | | | | | | | | |
| Gains ou pertes latents ou différés (D)+(E)+(F) | | | | | | | | | |
| Variation de périmètre | | | | | | | | | |
| Autres variations (Actualisation IAS 19) | | | | | | | | | |
| Capitaux propres clôture 30 Juin 2023 | 193 200 | 1 | | 774 615 | 571 | | | | 968 387 |



EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/06/2023

PRÉAMBULE

RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards - IFRS) ont été appliquées aux comptes consolidés du Groupe SOFAC à compter du 1^{er} janvier 2020 avec bilan d'ouverture et au 1 janvier 2019, conformément aux prescriptions énoncées par la norme IFRS 1 « Première application des normes d'information financière internationales », et par les autres normes du référentiel IFRS, en tenant compte de la version et des interprétations des normes telles qu'elles ont été adoptées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

BASES DE PRÉSENTATION

En l'absence de modèle standard préconisé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au modèle des états de synthèse proposé au chapitre IV du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe SOFAC sont établis trimestriellement à partir des comptes individuels de SOFAC SA et des entités sur lesquelles il exerce un contrôle ou une influence notable.

Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le fait de détenir le pouvoir sur l'entité, d'être exposé ou de bénéficier de droits sur les rendements variables vu l'implication dans l'entité et enfin, le fait d'avoir la capacité d'influer sur ces rendements à l'égard du pouvoir détenu. Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse. La quote-part de résultat net et de capitaux propres revenant aux tiers vient respectivement en déduction du résultat net et des capitaux propres de l'ensemble consolidé et est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

Participations dans les entreprises associées

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence ; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus. Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :

➤ le groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes ;

ou

➤ le groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill mais n'est pas présenté au bilan parmi les autres goodwill du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.



Retraitements de consolidation

Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...). Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

Date de clôture

Toutes les entités du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels au 31 décembre, semestriels au 30 juin ou trimestriels au 31 mars et au 30 septembre.

La liste des entités consolidées par le Groupe à la date de clôture est fournie ci-dessous :

A fin Juin 2023, le périmètre de consolidation du Groupe SOFAC inclut les entités ci-après :

| Dénomination sociale | 30/06/2023 | | 31/12/2022 | | Méthode de consolidation |
|----------------------|------------|------------|------------|------------|--------------------------|
| | % Intérêt | % Contrôle | % Intérêt | % Contrôle | |
| SOFAC | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% | Consolidante |
| SOFASSUR | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% | Intégration globale |
| SSF | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% | Intégration globale |

MÉTHODES COMPTABLES

IFRS 16 « CONTRATS DE LOCATION »

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

Deux types de contrat de location sont définis par la norme :

- Un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif ;
- Un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

Les biens faisant l'objet d'un contrat de location financement sont comptabilisés à l'actif (immobilisation) et au passif (dette financière) à la plus faible valeur entre la juste valeur et la valeur actualisée (au taux d'intérêt effectif) des paiements minimaux du contrat.

L'amortissement du bien est comptabilisé en charges, et les intérêts de la période calculés au taux d'intérêt implicite du contrat.

CONTRATS DE LOCATION SOUS IFRS 16

La nouvelle norme IFRS 16 sur les contrats de location, publiée le 13 janvier 2016, est entrée en vigueur dans les comptes des exercices ouverts à partir du 1er janvier 2019. IFRS 16 remplace la norme IAS 17, ainsi que les interprétations correspondantes (IFRIC 4 « Déterminer si un accord contient un contrat de location », SIC 15 « Avantages dans les contrats de location simple » et SIC 27 « Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location »).

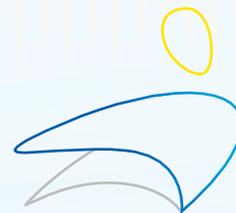
Les contrats de location (Location financement et Location simple) sont traités de la même manière. Il en résulte une comptabilisation au bilan de tous les contrats de location :

- d'un Droit d'utilisation sur l'actif loué, comptabilisé à l'actif dans les immobilisations ;
- d'une Dette locative, au titre des loyers et des autres paiements à effectuer pendant la durée de la location.

La nouvelle norme fait la distinction très claire entre la définition d'un contrat de location (le client obtient le contrôle sur l'utilisation d'un actif) et d'un contrat de service (le fournisseur conserve le contrôle de l'utilisation de l'actif).

Méthode de transition

Pour la transition, le Groupe SOFAC a opté pour l'approche rétrospective modifiée. La méthode implique la prise en compte des frais de location restants dus au 1er janvier 2019 et le calcul de la valeur nette des contrats de location en utilisant le taux d'emprunt marginal moyen pondéré (et non le taux d'actualisation implicite dans le contrat). La valeur nette des actifs loués est égale au passif à compter du 1^{er} janvier 2019.



Exemptions d'utilisation

Le Groupe SOFAC a utilisé les deux exemptions proposées par la norme :

- L'une porte sur les contrats ayant une durée inférieure ou égale à un an ;
- L'autre sur les locations d'actifs de faible valeur (le chiffre cité est de 5 000 USD). Durée et typologie des contrats de location simples retenues :

La durée appliquée dépend de la nature des contrats concernés :

- Location des agences dont la durée appliquée est de 9 ans.
- Location des logiciels et matériels informatiques dont la durée appliquée est celle du contrat

JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par la norme IFRS 13. Celle-ci correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation. Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classification soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE), soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

- **Niveau 1** : justes valeurs correspondant à des cours sur des marchés actifs sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif.
- **Niveau 2** : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1. Sont présentés en niveau 2 les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs) et fondée sur des données de marché observables ;
- **Niveau 3** : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

IFRIC 23 « INCERTITUDES RELATIVES AUX TRAITEMENTS FISCAUX »

Cette interprétation clarifie les modalités de comptabilisation et d'évaluation de l'impôt sur les bénéfices lorsqu'une incertitude existe sur le traitement fiscal à appliquer.

Pour la mise en œuvre de cette interprétation, le Groupe a opté pour la méthode rétrospective partielle, en comptabilisant l'effet cumulatif de la première application dans les capitaux propres du bilan d'ouverture.

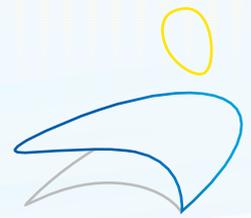
INSTRUMENTS FINANCIERS

Méthodologie de classification et d'évaluation des actifs financiers :

Les éléments saillants apportés par la norme consistent en :

- La réduction du nombre de catégories d'actifs : trois au lieu des quatre proposées par IAS 39 (coût amorti, juste valeur par capitaux propres et juste valeur par résultat, qui devient la catégorie par défaut) ;
- La classification selon deux critères : le modèle de gestion et les caractéristiques des flux de trésorerie des actifs financiers considérés. L'établissement détermine le modèle de gestion selon l'une des trois options définies par la norme :
 - Soit percevoir les flux de trésorerie contractuels et garder jusqu'à l'échéance (HTC : Hold To Collect) ;
 - Soit percevoir les flux contractuels et vendre l'actif (HTCS : Hold To Collect and Sell) ;
 - Soit vendre l'actif (HTS: Held for Sale).

L'établissement doit déterminer si les flux de trésorerie contractuels sont composés uniquement du paiement du principal et des intérêts (« Solely Payment of Principal and Interest « SPPI ») pour comptabiliser les instruments financiers au coût amorti. Dans le cas contraire, ils sont obligatoirement comptabilisés à la juste valeur, ce qui se matérialise par l'intention de vendre un actif, et se traduit par des impacts sur le compte de résultat ou sur les réserves pour des catégories d'actifs spécifiques.



Actifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Les actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits. Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit.

Tous les actifs financiers détenus par le Groupe SOFAC sont évalués au coût amorti.

Dépréciation des instruments financiers

La norme IFRS 9 remplace le modèle de pertes encourues d'IAS 39 par un modèle unique de dépréciation, prospectif, fondé sur les « pertes attendues »

Elle concerne les instruments financiers tels que les placements de trésorerie, les prêts et les engagements hors bilan donnés à la clientèle ainsi que les titres et les instruments financiers à la JV par capitaux propres recyclables (JV OCI)

La norme IFRS 9 introduit

- Un principe nouveau de provisionnement des encours sains et non sensibles (dépréciation dès l'octroi) ;
- Trois « stages » dans lesquels sont classés les actifs en fonction de leur qualité de crédit. Les modalités de calcul des dépréciations diffèrent d'un stage à un autre ce qui nécessite le suivi de la dégradation significative du risque de crédit depuis la date d'octroi.
- De nouveaux paramètres pour le calcul des provisions :
 - ECL (expected credit loss) « point in time » par opposition à l'expected loss (EL) bâlois "Through the cycle"
 - L'intégration du forward looking : il s'agit d'intégrer les évolutions éventuelles de certains agrégats pertinents (données prospectives) dans l'appréciation de défaut des actifs ou groupes d'actifs.

Modèle à 3 stages

Selon la norme IFRS 9, les modalités de calcul des pertes attendues sur les actifs financiers dépendent de la classe ou du niveau de risques à laquelle appartiennent ces actifs. La norme prévoit trois (3) stages distincts selon le niveau de dégradation de risque d'un actif depuis l'origination :

Stage 1 : loge les actifs financiers sains n'ayant pas connu d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale. La dépréciation sur les actifs de cette catégorie correspond à la perte attendue sur un horizon de 12 mois.

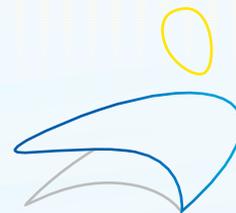
Stage 2 : reprend les actifs considérés comme risqués ou dont la qualité de crédit s'est significativement détériorée sans qu'aucune perte de crédit n'ait cependant été observée, pour ces actifs, la dépréciation représentera alors la perte de crédit attendue sur la durée de vie total du contrat (jusqu'à sa date d'échéance).

Stage 3 : comprend les actifs dont la qualité s'est significativement détériorée et une perte est observée au point que la recouvrabilité du principal est mise en cause. Comme pour les actifs en stage 2, la dépréciation sera estimée « à maturité ».

Options de staging retenu par SOFAC

- **Bucket 1 :** Aucun impayé ;
- **Bucket 2 :** 1 et 2 impayés ou Dossier ayant atteint le défaut historiquement et régularisé par la suite ;
- **Bucket 3 (défaut) :** Les dossiers présentant 3 impayés et plus.

La méthodologie la plus appropriée de calcul des ECL est le cas général. SOFAC dispose de toutes les données historiques sur son portefeuille permettant de calibrer les paramètres du risque (EAD, PD et LGD) et ainsi de calculer les pertes de crédit attendues.



- **La Probabilité de Défaut (PD)**: représente le taux de passage en défaut. Elle est issue des matrices de transitions calculées sur l'historique des impayés (mois par mois).
- **La LGD (Loss Given Default)**: représente le montant de la perte en cas de défaut. La LGD est calculée à partir des courbes de récupération des créances contentieuses et calibrée pour les créances non contentieuses par un historique de passage en contentieux tenant compte du taux de retour en sain.
- **L'EAD (Exposure At Default)**: représente l'exposition en cas de défaut en prenant en considération les remboursements par anticipation. Les remboursements anticipés concernent tout le portefeuille. Ils sont observés et un historique de tous les remboursements anticipés est disponible pour le calcul du taux de remboursement annuel empirique.
- **L'ECL (Expected Credit Loss)**: représente la perte de crédit attendue à maturité.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Une immobilisation corporelle est un bien par nature durable détenu par l'entreprise pour être utilisé par elle-même ou loué à des tiers.

Pour l'évaluation d'une immobilisation corporelle, une entité doit choisir une des méthodes suivantes :

Le modèle du coût amorti correspond au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeurs. Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers et possédant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chacun des composants est amorti de façon systématique sur sa durée d'utilité propre, de manière à refléter le rythme de consommation des avantages économiques.

Le modèle de la réévaluation peut être retenu lorsque la juste valeur des immobilisations corporelles peut être déterminée de manière fiable. Le montant comptabilisé dans ce cas correspond à la juste valeur de l'immobilisation à la date de réévaluation diminuée du cumul des amortissements ultérieurs et des pertes de valeur. La fréquence de la réévaluation dépend des fluctuations de la juste valeur des immobilisations. Lorsque la juste valeur d'un actif réévalué diffère significativement de sa valeur comptable, une nouvelle réévaluation est nécessaire.

La juste valeur: correspond au prix qui serait perçu à l'occasion de la vente d'un actif ou le prix qui serait payé pour transférer une dette, dans le cadre d'une opération conclue à des conditions normales par des intervenants de marché, à la date de l'évaluation.

La valeur résiduelle : correspond au prix actuel de l'actif en tenant compte de l'âge et de l'état prévisible de l'immobilisation à la fin de sa durée d'utilité.

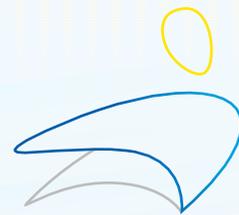
La durée d'utilité: désigne la période pendant laquelle l'entité s'attend à utiliser un actif. L'amortissement débute quand cet actif est disponible pour être utilisé. Par conséquent, l'amortissement cesse quand l'actif est sorti du bilan. La base amortissable correspond au coût de l'actif (ou montant réévalué) diminué de sa valeur résiduelle.

Pour les besoins de la FTA (First Time Adoption), le groupe SOFAC a opté pour la réévaluation à la juste valeur pour les terrains et immeubles d'exploitation et pour l'application de l'approche par composants pour les mobiliers et matériels. Les immobilisations concernées par les retraitements en FTA se présentent comme suit :

| Catégorie | Libellé | Nature de la valeur retenue |
|--------------------------|--------------|-----------------------------|
| Immeubles d'exploitation | Siège SOFAC | Réévaluation |
| Immeuble d'exploitation | Agence RABAT | Réévaluation |

Pour les évaluations ultérieures (post-FTA), les immobilisations corporelles sont évaluées selon le modèle du coût amorti calculé sur la base de ce qui suit.

| Catégorie | Composants | Durée d'utilité |
|-------------|--|-----------------|
| Catégorie A | Gros œuvre, terrassement | 50 ans |
| Catégorie B | Façade, menuiserie, revêtements et aménagements extérieurs, faux plafond | 30 ans |
| Catégorie C | Étanchéité, électricité, précâblage | 15 ans |
| Catégorie D | Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, réseau téléphonique | 10 ans |



| Type | Durée en social | Durée utilité IFRS |
|-----------------------------|-------------------|--------------------|
| Matériel roulant | 5 ans | 5 ans |
| Matériel informatique | Entre 5 et 10 ans | Entre 5 et 10 ans |
| Matériel de bureau | 5 ans | 5 ans |
| Mobilier de bureau | Entre 5 et 10 ans | 10 ans |
| Autres matériel et mobilier | 5 ans | 5 ans |

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles portent essentiellement sur les logiciels acquis. Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatées depuis leur date d'acquisition.

COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

Comptes de régularisation et autres actifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, les charges constatées d'avance et les produits à recevoir. Les autres actifs comprennent, notamment, les créances sur le personnel, les créances sur les organismes sociaux, les sommes dues par l'Etat (hors actifs d'impôt exigible et différé), les valeurs et emplois divers et les comptes de débiteurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes de l'actif.

Comptes de régularisation et autres passifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, produits constatés d'avance et charges à payer. Les autres passifs comprennent, notamment, les dettes envers le personnel, les dettes envers les organismes sociaux, les sommes dues à l'Etat (hors passifs d'impôt exigible et différé) et les comptes de créditeurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes du passif.

ACTIFS ET PASSIFS ÉVENTUELS

Actifs éventuels

Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe. Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés par le Groupe SOFAC mais font l'objet d'une communication de cette éventualité d'entrée d'avantages économiques, lorsque leur montant est significatif.

Passifs éventuels

Un passif éventuel est :

- Une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;

ou

- Une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :
 - Il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ;

ou

- Le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés (sauf dans le cadre d'un regroupement d'entreprise conformément à la norme IFRS 3) mais font l'objet d'une communication en notes annexes lorsque leur montant est significatif.



AVANTAGES AU PERSONNEL

Le groupe SOFAC dispose d'une police d'assurance maladie pour le compte du personnel Actif Permanent et des retraités. Les retraités bénéficient gratuitement de la couverture maladie post emploi.

Cette couverture maladie est viagère pour l'ensemble des retraités. En outre, les conjoints et les ayants droit bénéficient de la couverture médicale tant que l'ouvrant droit (i.e. le retraité) est en vie. En cas de décès de ce dernier, ils ne sont plus couverts par le contrat.

Sur la base de notre analyse, l'assistance médicale postérieure à l'emploi est classée comme un régime d'avantages à prestations définies au sens de la norme IAS 19 qui doit être évalué et comptabilisé.

IMPÔTS DIFFÉRÉS

La norme IAS 12 impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice. Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision soit dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation actuelle juridique ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable.

Les montants comptabilisés sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les passifs éventuels hors regroupement d'entreprises ne sont pas comptabilisés. Toutefois, il y a lieu de les mentionner en annexes s'ils sont significatifs.

JUGEMENTS UTILISÉS DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers du Groupe exige du management la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont rattachées.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Le calcul des pertes de crédit attendues avec plus particulièrement l'évaluation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, les modèles et hypothèses utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues, la détermination des différents scénarios économiques et de leur pondération ;
- L'usage de modèles internes pour le calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels (goodwill principalement) ;
- Des provisions pour risque et charges entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37.



DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

Conformément aux exigences réglementaires en vigueur, Sofac a procédé à la formalisation de politiques et chartes des risques qui fixent, pour l'ensemble des risques auxquels la société est exposée, les règles et bonnes pratiques de gestion à respecter à chaque étape des processus de décision et de gestion à savoir, l'identification, la mesure, la maîtrise et le contrôle. Ces politiques et chartes sont régulièrement mises à jour et font l'objet de validation par les plus hautes instances de la société.

RISQUE DE CRÉDIT

a - Politique de gestion du risque de crédit

Le Risque de Crédit est le risque de non-remboursement par des clients de leurs engagements envers la société, partiellement ou en intégralité, dans les délais et dans les conditions convenues, et qui pourrait entraîner une perte financière pour ladite société. C'est la catégorie de risque à laquelle la société est la plus exposée, qui peut être corrélée à d'autres catégories de risque et s'étend par nature au risque de concentration.

SOFAC a mis en place une politique de gestion du risque de crédit. Elle a pour but de fournir, aux différentes entités de la société, des principes applicables à leurs activités, dès lors qu'elles sont susceptibles de générer un **Risque de Crédit** ou de contrepartie pour compte propre.

b - Comitologie

Des Comités sont tenus régulièrement afin d'assurer le pilotage et le suivi des travaux liés à l'activité. Il s'agit notamment du :

- **Comité des Risques** : assiste le Conseil d'Administration en matière de stratégie, de gestion et de surveillance des risques auxquels l'établissement est exposé
- **Comité Risque de crédit** : désigne des comités de crédit, valide les règles d'octroi et le manuel d'acceptation, valide les seuils d'acceptation par les grilles de scoring, valide les grilles de délégation de pouvoirs, suit périodiquement les indicateurs de risque.

c - Structuration des opérations de crédit

Chaque opération de crédit doit être structurée selon les procédures en place et elle doit avoir :

- Un objet économique avéré ;
- Une maturité en conformité avec l'objet du crédit ;
- Un revenu en adéquation avec le risque pris par la société. La tarification doit être en adéquation avec le niveau de **Risque de Crédit** des contreparties ;
- Une sécurité évidente par la capacité de remboursement de la contrepartie ;
- Une garantie ou sûreté pour conforter la position de la société à travers au moins un contrat de crédit.

d - Scoring

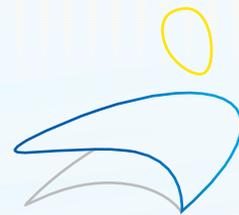
Le scoring est un modèle statistique développé sur la base du comportement historique des clients, sur au moins 3 ans, à travers une régression logistique pour prédire le défaut des clients futurs.

Le scoring des demandes émanant des contreparties joue un rôle primordial dans l'appréciation du degré de **Risque de Crédit** du portefeuille des engagements de Sofac et par la suite dans la prise de décision.

Pour la clientèle de Sofac, les décisions d'octroi sont prises sur la base d'un système de scoring spécifique et complété par des règles d'octroi relatives à chaque type de produit et chaque catégorie de clientèle.

Le pilotage du processus de mise en œuvre et de la validation du système de scoring incombe à l'entité **Risque de Crédit** qui assure le maintien de ce dispositif.

L'entité **Risque de Crédit** assure la surveillance de la qualité du scoring semestriellement à travers des reportings spécifiques mesurant la **stabilité** et la **performance** du score.



e - Surveillance des risques – contrôles à priori

Avant tout déblocage de crédit, une série de contrôle est systématiquement réalisée :

- Contrôle des données du dossier de crédit ;
- Contrôle du respect du niveau de délégation ;
- Contrôle de la conformité de la documentation juridique ;
- Contrôle des données saisies au niveau du système d'information ;
- Contrôle du respect des limites de concentration.

f - Surveillance du portefeuille des engagements

La surveillance du portefeuille des engagements se fait par le biais de plusieurs indicateurs, tant au niveau du risque à l'octroi qu'au niveau du risque en cours de vie des dossiers.

Les analyses multicritères du portefeuille des engagements sont un contrôle à posteriori qui consistent à identifier et à suivre l'ensemble des engagements de la société selon plusieurs axes d'analyse dont notamment : les produits, les maturités, les clients, les groupes d'affaires, les segments de clientèle, les règles d'octroi, les catégories de créances (saines et en souffrance), les secteurs d'activité, les agences, les zones géographiques, les types de sûreté, etc.

g - Limites de concentration

Les engagements de SOFAC sont maintenus dans les limites globales, dites limites de concentration, fixées dans le respect de la réglementation. Ces limites sont revues, autant que nécessaire en tenant compte notamment du niveau des fonds propres de la société et de chacune de ses entités, et sont validées par le Comité **Risque de Crédit**.

h - Délégation de pouvoirs

Ce principe régit l'octroi de nouveaux prêts et le renouvellement des crédits. A partir d'un seuil d'encours client et pour les demandes non acceptées systématiquement, au moins deux personnes, dont impérativement une de l'entité **Risque de Crédit**, doit approuver ces demandes.

La prise de décision est basée sur le principe de la délégation individuelle du pouvoir d'approbation. L'autorité d'approbation est accordée à des individus - intuitu personae - sur la base de leur expérience, jugement, compétence et formation professionnelle.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Conformément à la réglementation en vigueur, Sofac définit le risque opérationnel comme étant le « risque de perte résultant de carences ou de défaillances inhérentes aux procédures, au personnel et aux systèmes internes ou à des événements extérieurs ». Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

a - Processus de gestion du risque opérationnel

Le processus de gestion des risques opérationnels au sein de Sofac est composé de méthodologies et pratiques liées aux activités d'identification, d'évaluation, de suivi et de traitement des risques opérationnels.

➤ Identification des risques

L'identification des risques opérationnels liés à l'activité de l'établissement a pour objectif de recenser l'ensemble des défaillances (avérées / potentielles) pouvant avoir une incidence sur le fonctionnement de ses processus, et par conséquent empêcher l'atteinte de ses objectifs.

Un risque se caractérise par une ou plusieurs causes génériques (Déclencheur(s) de l'évènement de risque), une catégorie d'évènement bâloise et une ou plusieurs conséquences.

➤ Évaluation des risques

La gravité d'un risque se mesure selon deux paramètres :

- Le niveau de fréquence ;
- Le niveau d'impact du risque (la sévérité).



La connaissance de ces deux paramètres permet de positionner les risques sur une matrice « Fréquence x Impact » et de classer les risques selon une échelle de gravité.

➤ **Indicateurs de suivi des risques :**

Les indicateurs de suivi des risques (Key Risk Indicators : KRI) offrent une vision instantanée des modifications de l'environnement de risque et de contrôle interne, pouvant avoir un impact sur le profil de risque de la société.

L'objectif consiste, pour chaque processus ou ensemble de processus, à déterminer ce qui peut renforcer l'occurrence d'un événement de pertes, c'est-à-dire les sources potentielles à l'origine d'une dégradation du profil de risque de la société.

Ces indicateurs comportent généralement des seuils, dont le dépassement déclenche la mise en œuvre d'actions préventives.

➤ **Mécanisme de couverture des risques :**

Une bonne maîtrise du risque opérationnel dans la société nécessite, outre une bonne mesure du niveau de risque, la mise en place et le suivi de dispositifs visant à prévenir ou à atténuer le risque opérationnel.

Il existe 4 types de mécanismes de couverture du risque opérationnel :

- Les mesures de prévention sur les occurrences, qui visent à agir sur la diminution de la fréquence d'occurrence des risques ;
- Les mesures de prévention sur les impacts, qui visent à agir sur l'atténuation de l'impact financier, en cas de survenance de la défaillance ;
- Les mesures de contrôle qui visent à anticiper la survenance d'un risque ou à en éviter sa propagation à la défaillance ;
- Les assurances qui permettent de diminuer l'impact financier d'une défaillance.

➤ **Collecte des incidents :**

Un incident correspond à la survenance effective d'un risque au sein de la société. Il peut provoquer :

- Une ou plusieurs pertes opérationnelles ;
- Un incident sans impact financier, i.e. « quasi-perte » ;
- À la fois une (ou des) perte(s) ainsi que des impacts non financiers.

Un incident doit nécessairement être relié à un risque. Si ce n'est pas possible, il est nécessaire de mettre à jour la cartographie des risques afin que cette dernière reflète au mieux la réalité des risques encourus par la société.

b - Comitologie

A travers le Comité des Risques, le Conseil d'Administration approuve le dispositif d'identification et de gestion des Risques Opérationnels (RO), sa stratégie, ses orientations, sa politique, et ses principes.

A cet égard, le Comité des Risques est chargé de ce qui suit :

- Examiner la Stratégie de gestion du risque Opérationnel et formuler des recommandations à l'organe d'administration à ce sujet ;
- Passer en revue, au moins une fois par an, la politique de gestion du risque opérationnel et le dispositif d'appétence pour le risque de l'établissement ;
- Évaluer la qualité et la pertinence du dispositif d'identification, de mesure et d'atténuation des risques opérationnels encourus par l'établissement ;
- Fournir à l'organe d'administration des avis sur l'appétence au risque actuel et futur ;
- Surveiller la mise en œuvre, par l'organe de direction, de la déclaration d'appétence au risque ;
- S'assurer de l'efficacité du processus d'adéquation des fonds propres internes destinés à couvrir les risques opérationnels, tenant compte de l'appétence au risque définie par le conseil d'administration.



c – Plan de continuité d'activité

L'entreprise ne peut empêcher la survenance de certains risques exogènes et endogènes, tels que les inondations et les attaques virales, mais elle peut à défaut en limiter les impacts. C'est alors qu'intervient notamment le plan de continuité d'activité PCA.

Ce plan est défini par le comité de Bâle comme étant « l'ensemble des mesures visant à assurer, selon divers scénari de crises, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien, le cas échéant de façon temporaire selon un mode dégradé, des prestations de services essentielles de l'entreprise puis la reprise planifiée des activités ».

A Sofac, l'élaboration du plan de continuité répond à la nécessité :

- D'identifier les processus vitaux de l'entreprise ;
- D'analyser les risques de rupture de service ;
- D'évaluer les conséquences ;
- De prévoir les actions et les moyens pour assurer dans les meilleures conditions possibles la continuité de l'activité en cas d'indisponibilité ou de perturbation totale ou partielle des processus de l'entreprise.

RISQUES DE TAUX ET DE LIQUIDITÉ – ALM

a – Évaluation du risque de liquidité

L'identification et la quantification du risque de liquidité permet de se prémunir contre le risque de défaillance des engagements émis.

SOFAC procède au calcul des impasses de liquidité, découlant de la différence entre les flux des emplois et ressources tout au long de leur durée d'amortissement. L'objectif est d'estimer les gaps de liquidité et les besoins de refinancement en complément du suivi des flux de trésorerie à court terme.

Le calcul des gaps de liquidité (encours des ressources moins encours des emplois) est établi sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...10 ans), il est obtenu en utilisant les tableaux d'amortissement des contrats de prêts pour les postes contractuels, et des règles d'écoulement de la liquidité pour les autres postes non contractuels.

b – Évaluation du risque de taux

Le risque de taux est le risque de perte financière encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan. Il traduit l'incertitude sur les résultats financiers induits par l'exposition aux variations de la courbe des taux.

SOFAC procède au calcul de l'impasse de taux représentant la différence entre les emplois et ressources à taux fixes, ventilée par bande d'échéances. Ces gaps sont ensuite actualisés.

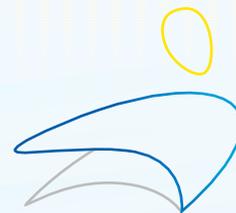
La différence entre cette VAN calculée avec les taux actuels et la VAN calculée avec ces taux +100 pb et +200 pb permet de déduire la sensibilité du bilan aux variations des taux.

c – Couverture des gaps de taux et de liquidité

Le Comité ALM décide, en cas de besoin, des mesures à prendre afin d'atténuer les gaps de taux fixe et les gaps de liquidité et de respecter les limites ALM, par le recours aux instruments de financement spécifiques, ou des révisions concernant les lignes de crédit ouvertes par l'établissement.

d – Le suivi des risques de taux et de liquidité

Le suivi des risques de taux et de liquidité est assuré par le Comité ALM, à travers un reporting trimestriel. Ce suivi est renforcé par des limites d'exposition à ces risques. Les données risques sont agrégées trimestriellement afin que les organes de gouvernance puissent disposer d'une vue globale de l'ensemble des risques de taux d'intérêt et de liquidité de SOFAC. Ces données sont présentées au Comité ALM et au Comité des Risques.



COOPERS AUDIT

83, Avenue Hassan II
29 100 Casablanca
Maroc

mazars

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101 boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

GROUPE SOFAC

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES CONSOLIDÉS

PERIODE DU 1^{er} JANVIER AU 30 JUIN 2023

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de SOFAC S.A et ses filiales (Groupe SOFAC) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2023. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 968 387 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 92 929.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états financiers consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe SOFAC arrêtés au 30 juin 2023, conformément aux Normes Internationales d'Information financière (IAS/IFRS).

Casablanca, le 15 septembre 2023

Les Commissaires aux Comptes

COOPERS AUDIT MAROC S.A

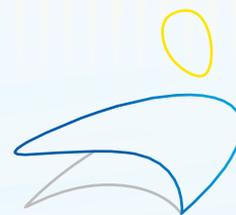
COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social : Avenue Hassan II
Casablanca
Tél: 0522 42 11 90 - Fax: 0522 27 47 34

Abdellah LAGHCHAOUI
Associé

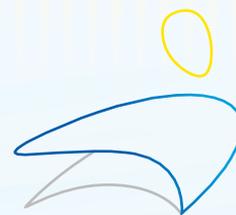
MAZARS AUDIT ET CONSEIL

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Boulevard Abdelmoumen
20360 Casablanca
Tél. : 05 22 42 34 25
Fax : 05 22 42 34 00

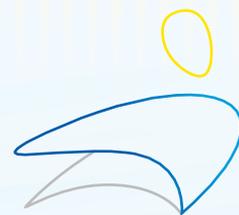
Taha FERDAOUS
Associé



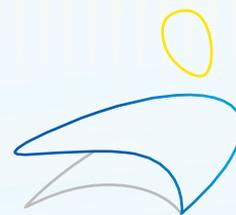
| BILAN ACTIF (En milliers) | 30/06/2023 | 31/12/2022 |
|--|-------------------|-------------------|
| 1. Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux | 2 110 | 2 466 |
| 2. Créances sur les établissements de crédit et assimilés | 71 674 | 130 083 |
| . A vue | 71 674 | 130 083 |
| . A terme | | |
| 3. Créances sur la clientèle | 6 341 565 | 5 785 807 |
| . Crédits de trésorerie et à la consommation | 5 951 247 | 5 423 152 |
| . Crédits à l'équipement | | |
| . Crédits immobiliers | | |
| . Autres crédits | 390 318 | 362 655 |
| 4. Créances acquises par affacturage | | |
| 5. Titres de transaction et de placement | 508 026 | |
| . Bons du Trésor et valeurs assimilées | | |
| . Autres titres de créance | 508 026 | |
| . Titres de propriété | | |
| 6. Autres actifs | 797 121 | 516 044 |
| 7. Titres d'investissement | | |
| . Bons du Trésor et valeurs assimilées | | |
| . Autres titres de créance | | |
| 8. Titres de participation et emplois assimilés | 74 343 | 74 343 |
| 9. Créances subordonnées | | |
| 10. Immobilisations données en crédit-bail et en location | 6 852 872 | 5 980 414 |
| 11. Immobilisations incorporelles | 24 586 | 23 299 |
| 12. Immobilisations corporelles | 46 795 | 49 320 |
| TOTAL DE L'ACTIF | 14 719 091 | 12 561 777 |



| BILAN PASSIF (En milliers) | 30/06/2023 | 31/12/2022 |
|---|-------------------|-------------------|
| 1. Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux | | |
| 2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés | 5 601 862 | 3 717 676 |
| . A vue | 386 781 | 190 628 |
| . A terme | 5 215 081 | 3 527 048 |
| 3. Dépôts de la clientèle | 3 586 786 | 2 812 052 |
| . Comptes à vue créditeurs | | |
| . Comptes d'épargne | | |
| . Dépôts à terme | | |
| . Autres comptes créditeurs | 3 586 786 | 2 812 052 |
| 4. Titres de créance émis | 2 986 680 | 4 066 954 |
| . Titres de créance négociables émis | 2 986 680 | 4 066 954 |
| . Emprunts obligataires émis | | |
| . Autres titres de créance émis | | |
| 5. Autres passifs | 1 516 207 | 932 170 |
| 6. Provisions pour risques et charges | 140 167 | 139 740 |
| 7. Provisions réglementées | | |
| 8. Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie | | |
| 9. Dettes subordonnées | 159 068 | 156 986 |
| 10. Ecart de réévaluation | | |
| 11. Réserves et primes liées au capital | 175 180 | 175 180 |
| 12. Capital | 193 200 | 193 200 |
| 13. Actionnaires. Capital non versé (-) | | |
| 14. Report à nouveau (+/-) | 268 843 | 217 854 |
| 15. Résultats nets en instance d'affectation (+/-) | | |
| 16. Résultat net de l'exercice (+/-) | 91 097 | 149 966 |
| Total du Passif | 14 719 091 | 12 561 777 |

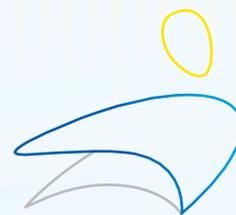


| COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES du 1^{er} janvier au 30 juin 2023 | | |
|---|-------------------|-------------------|
| (En milliers) | 30/06/2023 | 30/06/2022 |
| I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE | 1 211 382 | 998 864 |
| 1. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit | | |
| 2. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle | 322 135 | 282 160 |
| 3. Intérêts et produits assimilés sur titres de créance | | |
| 4. Produits sur titres de propriété | 34 381 | 29 708 |
| 5. Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location | 770 870 | 600 196 |
| 6. Commissions sur prestations de service | 57 291 | 56 057 |
| 7. Autres produits bancaires | 26 703 | 30 743 |
| II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE | 844 551 | 650 999 |
| 8. Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de Crédit | 96 774 | 41 142 |
| 9. Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle | | |
| 10. Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis | 46 394 | 60 978 |
| 11. Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location | 688 112 | 540 299 |
| 12. Autres charges bancaires | 13 270 | 8 580 |
| III. PRODUIT NET BANCAIRE | 366 831 | 347 865 |
| 13. Produits d'exploitation non bancaire | 334 | 214 |
| 14. Charges d'exploitation non bancaire | | 68 |
| IV. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION | 160 647 | 144 056 |
| 15. Charges de personnel | 56 624 | 52 740 |
| 16. Impôts et taxes | 1 222 | 1 478 |
| 17. Charges externes | 97 323 | 83 550 |
| 18. Autres charges générales d'exploitation | 973 | 1 798 |
| 19. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles | 4 506 | 4 490 |
| V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRECOURVABLES | 178 321 | 185 772 |
| 20. Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | 177 185 | 178 458 |
| 21. Pertes sur créances irrécouvrables | 62 | 58 |
| 22. Autres dotations aux provisions | 1 074 | 7 256 |
| VI. REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPERATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES | 108 680 | 110 415 |
| 23. Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | 106 483 | 104 815 |
| 24. Récupérations sur créances amorties | 1 504 | 2 401 |
| 25. Autres reprises de provisions | 693 | 3 199 |
| VII. RÉSULTAT COURANT | 136 877 | 128 598 |
| 26. Produits non courants | 974 | 181 |
| 27. Charges non courantes | 7 952 | 6 453 |
| VIII. RÉSULTAT AVANT IMPOTS | 129 900 | 122 327 |
| 28. Impôts sur les résultats | 38 802 | 36 932 |
| IX. RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE | 91 097 | 85 395 |



ÉTAT DES SOLDES DE GESTION du 1^{er} janvier au 30 juin 2023

| (En milliers) | 30/06/2023 | 30/06/2022 |
|---|-------------------|-------------------|
| I - TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS | | |
| 1. (+) Intérêts et produits assimilés | 322 135 | 282 160 |
| 2. (-) Intérêts et charges assimilés | 143 168 | 102 119 |
| Marge d'intérêt | 178 967 | 180 040 |
| 3. (+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location | 770 870 | 600 196 |
| 4. (-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location | 688 112 | 540 299 |
| Résultat des opérations de crédit-bail et de location | 82 758 | 59 896 |
| 5. (+) Commissions perçues | 57 291 | 56 057 |
| 6. (-) Commissions servies | 11 018 | 6 662 |
| Marge sur commissions | 46 274 | 49 395 |
| 7. (+) Résultat des opérations sur titres de transaction | -1 869 | -1 895 |
| 8. (+) Résultat des opérations sur titres de placement | | |
| 9. (+) Résultat des opérations de change | -67 | 9 |
| 10. (+) Résultat des opérations sur produits dérivés | | |
| Résultat des opérations de marché | -1 936 | -1 887 |
| 11. (+) Divers autres produits bancaires | 61 082 | 60 422 |
| 12. (-) Diverses autres charges bancaires | 315 | 2 |
| PRODUIT NET BANCAIRE (*) | 366 831 | 347 865 |
| 13. (+) Résultat des opérations sur immobilisations financières | | -4 464 |
| 14. (+) Autres produits d'exploitation non bancaire | 334 | 214 |
| 15. (-) Autres charges d'exploitation non bancaire | | 68 |
| 16. (-) Charges générales d'exploitation | 160 647 | 144 056 |
| RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION | 206 518 | 199 491 |
| 17. (+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | 69 259 | 71 300 |
| 18. (+) Autres dotations nettes de reprises aux provisions | 381 | -407 |
| RÉSULTAT COURANT | 136 877 | 128 598 |
| RÉSULTAT NON COURANT | -6 978 | -6 271 |
| 19. (-) Impôts sur les résultats | 38 802 | 36 932 |
| RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE | 91 097 | 85 395 |
| | 30/06/2023 | 30/06/2022 |
| II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT | | |
| (+) RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE | 91 097 | 85 395 |
| 20. (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles | 4 506 | 4 490 |
| 21. (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières | | 4 464 |
| 22. (+) Dotations aux provisions pour risques généraux | | |
| 23. (+) Dotations aux provisions réglementées | | |
| 24. (+) Dotations non courantes | | |
| 25. (-) Reprises de provisions | | |
| 26. (-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles | 119 | 8 |
| 27. (+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles | | 68 |
| 28. (-) Plus-values de cession des immobilisations financières | | |
| 29. (+) Moins-values de cession des immobilisations financières | | |
| 30. (-) Reprises de subventions d'investissement reçues | | |
| (+) CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT | 95 484 | 94 409 |
| 31. (-) Bénéfices distribués | 98 976 | 88 292 |
| (+) AUTOFINANCEMENT | -3 493 | 6 117 |



| TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE du 1^{er} janvier au 30 juin 2023 | | |
|---|-------------------|-------------------|
| (En milliers) | 30/06/2023 | 31/12/2022 |
| 1. (+) Produits d'exploitation bancaire perçus | 1 177 001 | 2 052 800 |
| 2. (+) Récupérations sur créances amorties | 1 504 | 4 125 |
| 3. (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus | 1 308 | 1 104 |
| 4. (-) Charges d'exploitation bancaire versées | 844 551 | 1 415 950 |
| 5. (-) Charges d'exploitation non bancaire versées | 7 952 | 16 438 |
| 6. (-) Charges générales d'exploitation versées | 156 141 | 281 903 |
| 7. (-) Impôts sur les résultats versés | 38 802 | 82 875 |
| I. Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges | 132 366 | 260 862 |
| Variation des : | | |
| 8. (+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés | 58 410 | -71 665 |
| 9. (+) Créances sur la clientèle | -626 521 | -956 737 |
| 10. (+) Titres de transaction et de placement | -508 026 | 436 115 |
| 11. (+) Autres actifs | -281 077 | 104 608 |
| 12. (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location | -872 457 | -1 045 638 |
| 13. (+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés | 1 884 187 | 1 387 515 |
| 14. (+) Dépôts de la clientèle | 774 734 | 79 397 |
| 15. (+) Titres de créance émis | -1 080 274 | 219 836 |
| 16. (+) Autres passifs | 584 083 | -308 081 |
| II. Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation | -66 942 | -154 650 |
| III. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I+II) | 65 424 | 106 212 |
| 17. (+) Produit des cessions d'immobilisations financières | | |
| 18. (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles | | |
| 19. (-) Acquisition d'immobilisations financières | | |
| 20. (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles | 3 267 | 20 655 |
| 21. (+) Intérêts perçus | | |
| 22. (+) Dividendes perçus | 34 381 | 29 708 |
| IV. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT | 31 114 | 9 053 |
| 23. (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus | | |
| 24. (+) Emission de dettes subordonnées | | |
| 25. (+) Emission d'actions | | |
| 26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés | | |
| 27. (-) Intérêts versés | 2 083 | -25 958 |
| 28. (-) Dividendes versés | 98 976 | 88 292 |
| V. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT | -96 894 | -114 251 |
| VI. VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III+ IV +V) | -356 | 1 014 |
| VII. TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE | 2 465 | 1 451 |
| VIII. TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE | 2 110 | 2 465 |



HORS BILAN au 30 JUIN 2023

| (En milliers) | 30/06/2023 | 31/12/2022 |
|--|----------------|--------------|
| ENGAGEMENTS DONNES | 102 012 | 7 295 |
| 1. Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés | | |
| 2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle | 102 012 | 7 295 |
| 3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés | | |
| 4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle | | |
| 5. Titres achetés à réméré | | |
| 6. Autres titres à livrer | | |
| ENGAGEMENTS RECUS | 4 970 | 1 806 |
| 7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés | | |
| 8. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés | 4 811 | 1 647 |
| 9. Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers | 159 | 159 |
| 10. Titres vendus à réméré | | |
| 11. Autres titres à recevoir | | |

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES

A1.1 PRÉSENTATION DES ÉTATS DE SYNTHÈSE

Les états de synthèse de l'exercice clos le 30 juin 2023 ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

A1.2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les immobilisations figurent au bilan à leur valeur d'acquisition, corrigée des amortissements cumulés, calculés sur la durée de vie estimée des actifs concernés, selon le mode linéaire. Les taux d'amortissement pratiqués sont en conformité avec les taux fiscalement admis.

A1.3 CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE ET PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION

A1.3.1 Crédits à la clientèle

Les créances sur la clientèle figurent au bilan pour leur Encours Hors Agios à Echoir.

A1.3.2 Immobilisations données en Location avec Option d'Achat (LOA)

Les immobilisations données en LOA sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition Hors Taxe et leur amortissement est pris en charge par la société selon le mode linéaire en fonction de la durée du contrat de LOA conformément à la législation fiscale.

A1.3.3 Créances en souffrance et leur provisionnement

Les créances en souffrance sont classées conformément aux règles de classification définies dans la circulaire n°: 19/G/2002. pour le crédit classique, Ces créances sont constituées des Impayés (Capital & Agios), Frais et Capital restant dû.

pour la LOA, Ces créances sont constituées des Impayés (Capital & Agios), Frais et valeur nette comptable Par application des règles de Bank Al-Maghrib (Circulaire n°19/G/2002), les créances en souffrance sont provisionnées après déduction des quotités de garantie admises, à hauteur de :

- 20 % pour les créances préjudiciables.
- 50 % pour les créances douteuses.
- 100 % pour les créances compromises

A1.4 LES DETTES

Les dettes sont évaluées au nominal. Elles comprennent essentiellement les emprunts bancaires



CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS (En milliers)

| CRÉANCES | Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux | Banques au Maroc | Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc | Établissements de crédit à l'étranger | Total au 30/06/2023 | Total au 31/12/2022 |
|-------------------------------------|--|------------------|--|--|---------------------|------------------------|
| COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS | 557 | 71 674 | | | 72 231 | 130 017 |
| VALEURS REÇUES EN PENSION | | | | | | |
| - au jour le jour | | | | | | |
| - à terme | | | | | | |
| PRÊTS DE TRÉSORERIE | | | | | | |
| - au jour le jour | | | | | | |
| - à terme | | | | | | |
| PRÊTS FINANCIERS | | | | | | |
| AUTRES CRÉANCES | | | | | | |
| INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR | | | | | | |
| CRÉANCES EN SOUFFRANCE | | | | | | |
| TOTAL | 557 | 71 674 | | | 72 231 | 130 017 |

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS AU 30 JUIN 2023 (En milliers)

| Dénomination de la société émettrice | Secteur d'activité | Capital social | Participation au capital en % | Prix d'acquisition global | Valeur comptable nette | Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice | | | Produits inscrits au CPC de l'exercice |
|--|-----------------------|-------------------|-------------------------------------|---------------------------------|------------------------------|---|--------------------|---------------|---|
| | | | | | | Date de clôture de l'exercice | Situation nette | Résultat net | |
| Participations dans les entreprises liées | | 2 100 | | 2 100 | 2 100 | | 34 559 | 33 530 | 34 381 |
| SOFASSUR | | 100 | 100% | 100 | 100 | 31/12/2022 | 34 502 | 34 382 | 34 381 |
| SOFAC STRUCTURED FINANCE | | 2 000 | 100% | 2 000 | 2 000 | 31/12/2022 | 57 | -851 | |
| Autres titres de participation | | 68 186 | | 72 243 | 72 243 | | | | |
| BADEEL SMARTLEASE | | 68 186 | 100% | 68 186 | 68 186 | | | | |
| FT SOFAC AUTOLEASE | | | | 4 057 | 4 057 | | | | |
| Dépréciation | | | | | | | | | |
| TOTAL | | 70 286 | | 74 343 | 74 343 | | 34 559 | 33 530 | 34 381 |



CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE (En milliers)

| CRÉANCES | Secteur public | Secteur privé | | | Total 30/06/2023 | Total 31/12/2022 |
|--|----------------|-------------------------|-----------------------------|------------------|---------------------|---------------------|
| | | Entreprises financières | Entreprises non financières | Autre clientèle | | |
| CRÉDITS DE TRESORERIE | | | | | | |
| - Comptes à vue débiteurs | | | | | | |
| - Créances commerciales sur le Maroc | | | | | | |
| - Crédits à l'exportation | | | | | | |
| - Autres crédits de trésorerie | | | | | | |
| CRÉDITS À LA CONSOMMATION | | | | 5 951 247 | 5 951 247 | 5 423 152 |
| CRÉDITS À L'ÉQUIPEMENT | | | | | | |
| CRÉDITS IMMOBILIERS | | | | | | |
| AUTRES CRÉDITS | | | | | | |
| CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE | | | | | | |
| INTÉRÊTS COURUS A RECEVOIR | | | | | | |
| CRÉANCES EN SOUFFRANCE | | | | 1 271 512 | 1 271 512 | 1 166 204 |
| - Créances pré-douteuses | | | | 271 126 | 271 126 | 287 717 |
| - Créances douteuses | | | | 49 528 | 49 528 | 26 818 |
| - Créances compromises | | | | 950 858 | 950 858 | 851 669 |
| PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE | | | | 881 194 | 881 194 | 803 549 |
| TOTAL | | | | 6 341 565 | 6 341 565 | 5 785 807 |



VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'EMETTEUR (En milliers)

| TITRES | Etablissements de crédit et assimilés | Emetteurs publics | Emetteurs privés | | Total 30/06/2023 | Total 31/12/2022 |
|--------------------------------------|--|-------------------|------------------|----------------|---------------------|---------------------|
| | | | financiers | non financiers | | |
| TITRES COTES | | | | | | |
| BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES | | | | | | |
| OBLIGATIONS | | | | | | |
| AUTRES TITRES DE CREANCE | | | | | | |
| TITRES DE PROPRIETE | | | | | | |
| TITRES NON COTES | 582 369 | | | | 582 369 | 74 343 |
| BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES | | | | | | |
| OBLIGATIONS | | | | | | |
| AUTRES TITRES DE CREANCE | 508 026 | | | | 508 026 | |
| TITRES DE PROPRIETE | 74 343 | | | | 74 343 | 74 343 |
| TOTAL | 582 369 | | | | 582 369 | 74 343 |

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT AU 30 JUIN 2023 (En milliers)

| TITRES | Valeur comptable brute | Valeur actuelle | Valeur de remboursement | Plus-values latentes | Moins-values latentes | Provisions |
|--------------------------------------|------------------------|-----------------|----------------------------|-------------------------|--------------------------|------------|
| TITRES DE TRANSACTION | | | | | | |
| BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES | 508 026 | 508 026 | 499 858 | 8 168 | | |
| OBLIGATIONS | | | | | | |
| AUTRES TITRES DE CREANCE | 508 026 | 508 026 | 499 858 | 8 168 | | |
| TITRES DE PROPRIETE | | | | | | |
| TITRES DE PLACEMENT | | | | | | |
| BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES | | | | | | |
| OBLIGATIONS | | | | | | |
| AUTRES TITRES DE CREANCE | | | | | | |
| TITRES DE PROPRIETE | | | | | | |
| TITRES D'INVESTISSEMENT | | | | | | |
| BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES | | | | | | |
| OBLIGATIONS | | | | | | |
| AUTRES TITRES DE CREANCE | | | | | | |



IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE (En milliers)

| Nature | Montant brut au début de l'exercice | Montant des acquisitions au cours de l'exercice | Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice | Montant brut à la fin de l'exercice | Amortissements | | Provisions | | Cumul des provisions | Montant net à la fin de l'exercice |
|--|-------------------------------------|---|---|-------------------------------------|---------------------------------|--------------------------|---------------------------------|------------------------|----------------------|------------------------------------|
| | | | | | Dotation au titre de l'exercice | Cumul des amortissements | Dotation au titre de l'exercice | Reprises de provisions | | |
| IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT | 8 372 244 | 12 132 921 | 11 027 289 | 9 477 876 | 679 847 | 2 606 189 | 9 613 | 4 444 | 18 816 | 6 852 872 |
| CREDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | | | | | | | |
| CREDIT-BAIL MOBILIER | 8 107 865 | 8 188 126 | 7 191 522 | 9 104 469 | 676 724 | 2 601 690 | 8 266 | 4 019 | 14 436 | 6 488 343 |
| - Crédit-bail mobilier en cours | 44 117 | 128 678 | 136 603 | 36 193 | | | | | | 36 193 |
| - Crédit-bail mobilier loué | 7 900 163 | 7 925 093 | 6 995 957 | 8 829 299 | 657 860 | 2 527 402 | 8 266 | 4 019 | 14 436 | 6 287 461 |
| - Crédit-bail mobilier non loué après résiliation | 163 585 | 134 355 | 58 962 | 238 977 | 18 864 | 74 288 | | | | 164 689 |
| CREDIT-BAIL IMMOBILIER | 112 893 | 2 871 662 | 2 649 719 | 334 836 | 3 123 | 4 499 | | | | 330 337 |
| - Crédit-bail immobilier en cours | 41 215 | 2 735 435 | 2 649 719 | 126 931 | | | | | | 126 931 |
| - Crédit-bail immobilier loué | 71 678 | 136 227 | | 207 905 | 3 123 | 4 499 | | | | 203 406 |
| - Crédit-bail immobilier non loué après résiliation | | | | | | | | | | |
| LOYERS COURUS A RECEVOIR | | | | | | | | | | |
| LOYERS RESTRUCTURES | | | | | | | | | | |
| LOYERS IMPAYES | | | | | | | | | | |
| CREANCES EN SOUFFRANCE | 151 486 | 1 073 133 | 1 186 047 | 38 571 | | | 1 348 | 425 | 4 380 | 34 192 |
| IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE | | | | | | | | | | |
| BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE | | | | | | | | | | |
| BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE | | | | | | | | | | |
| LOYERS COURUS A RECEVOIR | | | | | | | | | | |
| LOYERS RESTRUCTURES | | | | | | | | | | |
| LOYERS IMPAYES | | | | | | | | | | |
| LOYERS EN SOUFFRANCE | | | | | | | | | | |
| TOTAL | 8 372 244 | 12 132 921 | 11 027 289 | 9 477 876 | 679 847 | 2 606 189 | 9 613 | 4 444 | 18 816 | 6 852 872 |


IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES (En milliers)

| Nature | Montant brut au début de l'exercice | Montant des acquisitions au cours de l'exercice | Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice | Montant brut à la fin de l'exercice | Amortissements et/ou provisions | | | Montant net à la fin de l'exercice | |
|--|-------------------------------------|---|---|-------------------------------------|--|---------------------------------|--|------------------------------------|---------------|
| | | | | | Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice | Dotation au titre de l'exercice | Montant des amortissements sur immobilisations sorties | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 101 525 | 2 483 | | 104 008 | 78 226 | 1 191 | -6 | 79 423 | 24 585 |
| - Droit au bail | 1 565 | | | 1 565 | | | | | 1 565 |
| - Immobilisations en recherche et développement | | | | | | | | | |
| - Autres immobilisations incorporelles d'exploitation | 84 931 | 18 | | 84 949 | 78 226 | 1 191 | -6 | 79 423 | 5 526 |
| - Immobilisations incorporelles hors exploitation | | | | | | | | | |
| - Immobilisations en cours | 15 030 | 2 465 | | 17 494 | | | | | 17 494 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 91 103 | 9 805 | 9 023 | 91 886 | 41 784 | 3 315 | 8 | 45 091 | 46 795 |
| - Immeubles d'exploitation | 6 445 | | | 6 445 | 4 697 | 116 | | 4 813 | 1 632 |
| . Terrain d'exploitation | | | | | | | | | |
| . Immeubles d'exploitation. Bureaux | 6 445 | | | 6 445 | 4 697 | 116 | | 4 813 | 1 632 |
| . Immeubles Hors exploitation | | | | | | | | | |
| . Immeubles d'exploitation. Logements de fonction | | | | | | | | | |
| - Mobilier et matériel d'exploitation | 27 595 | 3 277 | 2 | 30 869 | 19 386 | 1 526 | 8 | 20 904 | 9 965 |
| . Mobilier de bureau d'exploitation | 5 093 | 1 189 | | 6 282 | 2 834 | 360 | | 3 194 | 3 088 |
| . Matériel de bureau d'exploitation | 1 342 | | | 1 342 | 1 256 | 12 | | 1 269 | 73 |
| . Matériel informatique | 21 131 | 2 088 | | 23 219 | 15 266 | 1 153 | 6 | 16 414 | 6 805 |
| . Matériel roulant rattaché à l'exploitation | 29 | | 2 | 26 | 29 | | 2 | 26 | |
| . Autres matériels d'exploitation | | | | | | | | | |
| | 57 064 | 6 529 | 9 021 | 54 572 | 17 700 | 1 674 | | 19 374 | 35 197 |
| - Agencements et installations techniques | 36 346 | 5 629 | | 41 975 | 17 404 | 1 665 | | 19 069 | 22 906 |
| - Autres immobilisations corporelles d'exploitation | 1 503 | | | 1 503 | 296 | 9 | | 305 | 1 198 |
| - Immobilisations corporelles en cours | 19 215 | 900 | 9 021 | 11 094 | | | | | 11 094 |
| - Immobilisations corporelles hors exploitation | | | | | | | | | |
| . Terrains hors exploitation | | | | | | | | | |
| . Immeubles hors exploitation | | | | | | | | | |
| . Mobiliers et matériel hors exploitation | | | | | | | | | |
| . Autres immobilisations corporelles hors exploitation | | | | | | | | | |
| TOTAL | 192 629 | 12 288 | 9 023 | 195 894 | 120 010 | 4 506 | 2 | 124 513 | 71 380 |



PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATION AU 30 JUIN 2023 (En milliers)

| Date de cession ou de retrait | Nature | Montant Brut | Amortissements cumulés | Valeur comptable nette | Produit de cession | Plus-values de cession | Moins-values de cession |
|-------------------------------|--------------------|--------------|------------------------|------------------------|--------------------|------------------------|-------------------------|
| 20/04/2023 | VOITURE DE SERVICE | 2 | 2 | | 119 | 119 | |
| TOTAL | | 2 | 2 | | 119 | 119 | |

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS (En milliers)

| DETTES | Etablissements de crédit et assimilés au Maroc | | | Etablissements de crédit à l'étranger | Montant au 30/06/2023 | Montant au 31/12/2022 |
|-----------------------------------|---|------------------|---|---------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| | Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux | Banques au Maroc | Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc | | | |
| COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS | | 386 781 | | | 386 781 | 190 628 |
| VALEURS DONNEES EN PENSION | | 499 858 | | | 499 858 | |
| - au jour le jour | | | | | | |
| - à terme | | 499 858 | | | 499 858 | |
| EMPRUNTS DE TRESORERIE | | 4 700 357 | | | 4 700 357 | 3 520 357 |
| - au jour le jour | | | | | | |
| - à terme | | 4 700 357 | | | 4 700 357 | 3 520 357 |
| EMPRUNTS FINANCIERS | | | | | | |
| AUTRES DETTES | | | | | | |
| INTERETS COURUS A PAYER | | 14 866 | | | 14 866 | 6 691 |
| TOTAL | | 5 601 862 | | | 5 601 862 | 3 717 676 |


DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE (En milliers)

| DÉPÔTS | Secteur public | Secteur privé | | | Montant au 30/06/2023 | Montant au 31/12/2022 |
|---------------------------|----------------|----------------------------|--------------------------------|------------------|--------------------------|--------------------------|
| | | Entreprises financières | Entreprises non financières | Autre clientèle | | |
| COMPTES A VUE CREDITEURS | | | | | | |
| COMPTES D'EPARGNE | | | | | | |
| DEPOTS A TERME | | | | | | |
| AUTRES COMPTES CREDITEURS | | | | 3 586 786 | 3 586 786 | 2 812 052 |
| INTERETS COURUS A PAYER | | | | | | |
| TOTAL | | | | 3 586 786 | 3 586 786 | 2 812 052 |

TITRES DE CRÉANCES ÉMIS AU 30 JUIN 2023 (En milliers)

| Nature des titres émis | Caractéristiques | | | | | |
|---------------------------------|--------------------------------|-----------------|----------------|-----------|------------------|--------------------------------|
| | Montant au début de l'Exercice | Durée (en mois) | Taux d'intérêt | Emissions | Remboursements | Montant à la fin de l'Exercice |
| Bons de Sociétés de Financement | 510 000 | 24 | 2,23% | | 300 000 | 210 000 |
| Bons de Sociétés de Financement | 803 333 | 36 | 2,27% | | 270 000 | 533 333 |
| Bons de Sociétés de Financement | 1 632 000 | 60 | 2,94% | | 238 000 | 1 394 000 |
| Bons de Sociétés de Financement | 1 049 667 | 72 | 3,09% | | 233 000 | 816 667 |
| Bons de Sociétés de Financement | | | | | | |
| Intérêts courus à recevoir | 71 954 | | | | 39 274 | 32 680 |
| Total | 4 066 954 | | | | 1 080 274 | 2 986 680 |



| PROVISIONS (En milliers) | | | | | |
|---|---------------------------|------------------|-----------------|--------------------------|---------------------------|
| | Encours 31/12/2022 | Dotations | Reprises | Autres variations | Encours 30/06/2023 |
| PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR: | 747 140 | 177 237 | 106 535 | | 817 841 |
| Créances sur les établissements de crédit et assimilés | | | | | |
| Créances sur la clientèle | 743 683 | 176 314 | 106 535 | | 813 462 |
| Titres de placement | | | | | |
| Titres de participation et emplois assimilés | | | | | |
| Immobilisations en crédit-bail et en location | 3 457 | 922 | | | 4 380 |
| Autres actifs | | | | | |
| PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF | 139 740 | 1 120 | 693 | | 140 167 |
| Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature | | | | | |
| Provisions pour risques de change | | | | | |
| Provisions pour risques généraux | | | | | |
| Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires | | | | | |
| Provisions pour autres risques et charges | 139 740 | 1 120 | 693 | | 140 167 |
| Provisions réglementées | | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL | 886 879 | 178 357 | 107 228 | | 958 008 |
| * La Provision pour autres risques et charges intègre une provision qui tient compte des impacts prévisionnels et probables de la crise sanitaire sur le portefeuille créances clients de la société. L'estimation de cet impact a été faite notamment sur la base des éléments d'information disponibles à la date de l'arrêté des comptes. L'approche retenue pour l'estimation de cette provision sera actualisée pour les prochains arrêts en tenant compte de l'évolution de la situation sanitaire et économique. | | | | | |



DETTES SUBORDONNÉES (En milliers)

| NATURE | Montant au 30/06/2023 | Modalités de rémunérations | Modalités de remboursement | Montant au 31/12/2022 |
|-------------------------|-----------------------|----------------------------|--|-----------------------|
| Entreprises liées | 78 000 | Taux nominal : 5,30% | La durée sur dix (10) ans et l'amortissement à partir de la 6 ^{ème} année | 78 000 |
| Entreprises apparentées | 81 068 | Taux nominal : 5,02% | | 78 986 |

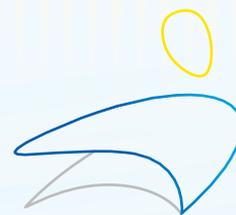
CAPITAUX PROPRES (En milliers)

| | Encours 31/12/2022 | Affectation du résultat | Autres variations | Encours 30/06/2023 |
|---|--------------------|-------------------------|-------------------|--------------------|
| Écarts de réévaluation | | | | |
| Réserves et primes liées au capital | 175 180 | | | 175 180 |
| Réserve légale | 19 320 | | | 19 320 |
| Autres réserves | 22 394 | | | 22 394 |
| Primes d'émission, de fusion et d'apport | 133 466 | | | 133 466 |
| Capital | 193 200 | | | 193 200 |
| Capital appelé | 193 200 | | | 193 200 |
| Capital non appelé | | | | |
| Certificats d'investissement | | | | |
| Fonds de dotations | | | | |
| Dividendes | | 98 976 | | |
| Actionnaires. Capital non versé | | | | |
| Report à nouveau (+/-) | 217 854 | 50 989 | | 268 843 |
| Résultats nets en instance d'affectation (+/-) | | | | |
| Résultat net de l'exercice | 149 966 | -149 966 | 91 097 | 91 097 |
| TOTAL | 736 200 | | 91 097 | 728 320 |



VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RÉSIDUELLE (En milliers)

| | D ≤ 1 mois | 1 mois < D ≤ 3 mois | 3 mois < D ≤ 1 an | 1 an < D ≤ 5 ans | D > 5 ans | TOTAL |
|---|----------------|---------------------|-------------------|------------------|------------------|-------------------|
| ACTIF | | | | | | |
| Créances sur les établissements de crédit et assimilés | | | | | | |
| Créances sur la clientèle | 55 182 | 15 632 | 299 992 | 4 096 430 | 1 874 328 | 6 341 565 |
| Titres de créance | | | | | | |
| Créances subordonnées | | | | | | |
| Crédit-bail et assimilé | 222 581 | 48 469 | 299 801 | 5 287 643 | 994 378 | 6 852 872 |
| TOTAL | 277 763 | 64 101 | 599 793 | 9 384 073 | 2 868 707 | 13 194 437 |
| PASSIF | | | | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit et assimilés | 299 904 | 349 954 | | 4 410 337 | 541 667 | 5 601 862 |
| Dettes envers la clientèle | | | | | | |
| Titres de créance émis | | | 608 000 | 2 378 680 | | 2 986 680 |
| Emprunts subordonnés | | 2 779 | | 78 000 | 78 289 | 159 068 |
| TOTAL | 299 904 | 352 733 | 608 000 | 6 867 018 | 619 956 | 8 747 611 |

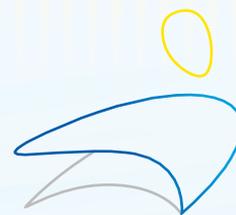


| DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS | | |
|-----------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| NATURE (En milliers) | Montant au 30/06/2023 | Montant au 31/12/2022 |
| Crédit TVA | 37 182 | 7 126 |
| TVA demandée en remboursement | 134 521 | 128 519 |
| TVA récupérable | 119 946 | 64 839 |
| Crédit IS | 42 996 | 71 614 |
| Autres débiteurs | 251 040 | 153 229 |
| Comptes de régularisation - Actif | 206 407 | 84 732 |
| Charges à Répartir | 5 029 | 5 985 |
| TOTAL | 797 121 | 516 044 |

| DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS (En milliers) | | |
|--|------------------------------|------------------------------|
| NATURE | Montant au 30/06/2023 | Montant au 31/12/2022 |
| Fournisseurs et Assimilés | 187 970 | 148 172 |
| Personnel | 6 186 | 7 663 |
| Organismes sociaux | 8 438 | 4 675 |
| Etat, impôts et taxes | 155 596 | 182 013 |
| Compte courant d'associés | | |
| Créditeurs divers | 100 599 | 41 800 |
| Autres Comptes de régularisation - Passif | 1 057 417 | 547 848 |
| TOTAL | 1 516 207 | 932 170 |

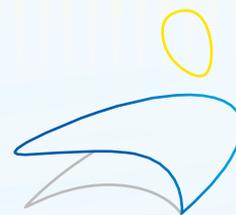
| PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ | | |
|---|-------------------|-------------------|
| NATURE (en milliers de DH) | 30/06/2023 | 30/06/2022 |
| Titres de transactions | | 19 |
| Titres de participation | 34 381 | 29 708 |
| Participations des entreprises liées | | |

| MARGE D'INTÉRÊTS | | |
|---|-------------------|-------------------|
| NATURE (En milliers) | 30/06/2023 | 30/06/2022 |
| 1- Intérêts et produits assimilés | 322 135 | 282 160 |
| -Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédits | | |
| -Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle | 322 135 | 282 160 |
| -Intérêts et produits assimilés sur titres de créance | | |
| -Produits sur titres de propriété | | |
| 2- Intérêts et charges assimilées | 143 168 | 102 119 |
| -Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédits | 96 774 | 41 142 |
| -Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle | | |
| -Intérêts et charges assimilées sur titres (BSF) | 46 394 | 60 978 |
| MARGES D'INTERET (1-2) | 178 967 | 180 040 |



| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE (En milliers) | | |
|---|-------------------|-------------------|
| ENGAGEMENTS | 30/06/2023 | 31/12/2022 |
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES | 102 012 | 7 295 |
| Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés | | |
| Crédits documentaires import | | |
| Acceptations ou engagements de payer | | |
| Ouvertures de crédit confirmés | | |
| Engagements de substitution sur émission de titres | | |
| Engagements irrévocables de crédit-bail | | |
| Autres engagements de financement donnés | | |
| Engagements de financement en faveur de la clientèle | 102 012 | 7 295 |
| Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés | | |
| Engagements de garantie d'ordre de la clientèle | | |
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS | 4 970 | 1 806 |
| Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés | | |
| Ouvertures de crédit confirmés | | |
| Engagements de substitution sur émission de titres | | |
| Autres engagements de financement reçus | | |
| Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés | 4 811 | 1 647 |
| Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers | 159 | 159 |
| Garanties de crédits | | |
| Autres garanties reçues | | |

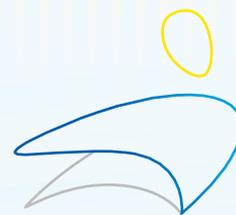
| VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE (En milliers) | | | |
|---|-------------------------------|--|---|
| Valeurs et sûretés reçues en garantie | Valeur comptable nette | Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés | Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts |
| Bons du Trésor et valeurs assimilées | | | |
| Autres titres | | | |
| Hypothèques | | | |
| Autres valeurs et sûretés réelles | 10 192 867 | Crédits à la consommation affectés | 2 260 349 |
| | | Crédits à la consommation Non affectés | 679 257 |
| | | Immobilisations données en crédit-bail et en location | 7 253 261 |
| TOTAL | 10 192 867 | | 10 192 867 |
| Valeurs et sûretés données en garantie | Valeur comptable nette | Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus | Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts |
| Bons du Trésor et valeurs assimilées | | | |
| Autres titres | 504 028 | Valeurs données en pension | 499 858 |
| Hypothèques | | | |
| Autres valeurs et sûretés réelles | | | |
| TOTAL | 504 028 | | 499 858 |



| DÉTAIL DES COMMISSIONS | | |
|---|-------------------|-------------------|
| NATURE (En milliers) | 30/06/2023 | 30/06/2022 |
| * Commissions sur opérations avec les établissements de crédit | | |
| * Commissions sur opérations avec la clientèle | 55 586 | 54 511 |
| * Commissions sur opérations de change | | |
| * Commissions relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres | | |
| * Commissions sur produits dérivés | | |
| * Commissions sur titres en gestion ou en dépôt | | |
| * Commissions sur moyens de paiement | | |
| * Commissions sur activité de conseil et d'assistance | | |
| * Commissions sur produits accessoires | | |
| * Commissions sur autres prestations de service | 1 705 | 1 546 |
| TOTAL | 57 291 | 56 057 |

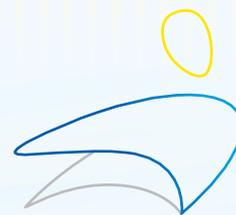
| RÉSULTATS DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ | | |
|---|-------------------|-------------------|
| NATURE (En milliers) | 30/06/2023 | 30/06/2022 |
| PRODUITS | 2 | 30 |
| Gains sur les titres de transaction | | 19 |
| Plus value de cession sur titres de placement | | |
| Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement | | |
| Gains sur les produits dérivés | | |
| Gains sur les opérations de change | 2 | 11 |
| CHARGES | 1 938 | 1 917 |
| Pertes sur les titres de transaction | 1 869 | 1 915 |
| Moins value de cession sur titres de placement | | |
| Dotations aux provisions sur dépréciation des titres de placement | | |
| Pertes sur les produits dérivés | | |
| Pertes sur les opérations de change | 69 | 2 |
| RESULTAT | -1 936 | -1 887 |

| VENTILATION DES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION | | |
|---|-------------------|-------------------|
| NATURE (En milliers) | 30/06/2023 | 30/06/2022 |
| CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION | 160 647 | 144 056 |
| CHARGES DE PERSONNEL | 56 624 | 52 740 |
| IMPÔTS ET TAXES | 1 222 | 1 478 |
| CHARGES EXTERNES | 97 323 | 83 550 |
| AUTRES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION | 973 | 1 798 |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES | 4 506 | 4 490 |



| VENTILATION DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES | | |
|--|-------------------|-------------------|
| NATURE (en milliers de DH) | 30/06/2023 | 30/06/2022 |
| Produits d'exploitation non bancaires | 334 | 214 |
| Reprises de provisions sur Créances En Souffrance | 106 483 | 104 815 |
| Reprises de provisions sur Créances Irrécouvrables (Dossiers Radiés) | 1 504 | 2 401 |
| Produits non courants | 974 | 181 |
| Total Autres Produits | 109 295 | 107 611 |
| Autres charges bancaires | 13 270 | 8 580 |
| Charges d'exploitation non bancaires | | 68 |
| Dotations aux provisions sur Créances En Souffrance | 177 185 | 178 458 |
| Pertes sur Créances Irrécouvrables(Dossiers Radiés) | 62 | 58 |
| Charges non courantes | 7 952 | 6 453 |
| Total Autres charges | 198 469 | 193 617 |

| AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE | | |
|--|-----------------|--|
| (En milliers) | Montants | Montants |
| A- Origine des résultats affectés | | B- Affectation des résultats |
| Report à nouveau | | Réserve légale |
| Résultats nets en instance d'affectation | | Dividendes |
| Résultat net de l'exercice | 149.966 | 98 976 |
| Prélèvements sur les bénéfices | | Autres réserves |
| Autres prélèvements | | Primes d'émission, de fusion et d'apport |
| | | Report a nouveau |
| TOTAL A | 149.966 | TOTAL B |
| | | 50 989 |
| | | 149 966 |

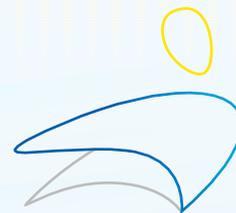


PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL AU 30 JUIN 2023

| INTITULÉS (En milliers) | MONTANTS |
|---|----------------|
| I - RESULTAT BRUT COMPTABLE | 129 900 |
| . Bénéfice net | 129 900 |
| . Perte nette | |
| II - REINTEGRATIONS FISCALES | 7 962 |
| 1- Courantes | 1 672 |
| 2- Non courantes | 6 290 |
| III - DEDUCTIONS FISCALES | 35 074 |
| 1- Courantes | 34 381 |
| 2- Non courantes | 693 |
| TOTAL | 102 788 |
| IV - RESULTAT BRUT FISCAL | |
| . Bénéfice brut si T1 > T2 (A) | 102 788 |
| . Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B) | |
| V - REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1) | |
| . Exercice n-4 | |
| . Exercice n-3 | |
| . Exercice n-2 | |
| . Exercice n-1 | |
| VI - RESULTAT NET FISCAL | |
| . Bénéfice net fiscal (A - C) | |
| OU | |
| . Déficit net fiscal (B) | |
| VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES | |
| VIII - CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER | |
| . Exercice n-4 | |
| . Exercice n-3 | |
| . Exercice n-2 | |
| . Exercice n-1 | |
| (1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A) | |

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS AU 30 JUIN 2023

| I. DÉTERMINATION DU RÉSULTAT | MONTANT |
|---|----------------|
| . Résultat courant d'après le compte de produits et charges (+ ou -) | 136 877 |
| . Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+) | 1 672 |
| . Déductions fiscales sur opérations courantes (-) | 34 381 |
| . Résultat courant théoriquement imposable (=) | 104 169 |
| . Impôt théorique sur résultat courant (*) (-) | 38 802 |
| . Résultat courant après impôts (=) | 98 075 |
| (*) (Hors Imputation des déficits reportables) | |
| II. INDICATIONS DU RÉGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYÉS PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES SPÉCIFIQUES | |
| NÉANT | |



DÉTAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE du 1^{er} janvier au 30 JUIN 2023

| NATURE (En milliers) | Solde au début de l'exercice 1 | Opérations comptables de l'exercice 2 | Déclarations TVA de l'exercice 3 | Solde fin d'exercice (1+2-3=4) |
|--|--------------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------|
| A. TVA collectée | 91 314 | 282 094 | 259 805 | 113 603 |
| B. TVA à récupérer | 64 839 | 388 852 | 333 745 | 119 946 |
| . Sur charges | 9 527 | 28 609 | 27 066 | 11 071 |
| . Sur immobilisations | 55 311 | 360 244 | 306 679 | 108 876 |
| C. TVA due ou crédit de TVA = (A-B) | 135 645 | 73 940 | 37 882 | 171 703 |
| Solde déclaration TVA physique | | | | |

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 30 JUIN 2023

Montant du capital : 193.200.000,00 DHS

Montant du capital social souscrit et non appelé : 0,00 DHS

Valeur nominale des titres : 100,00 DHS

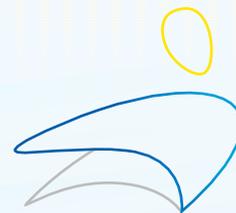
| Nom des principaux actionnaires ou associés | Adresse | Nombre de titres détenus | | Part du capital détenue % |
|---|------------------------------|--------------------------|------------------|---------------------------|
| | | Exercice précédent | Exercice actuel | |
| CIH | Avenue Hassan 2 - CASABLANCA | 1 281 010 | 1 281 010 | 66,30% |
| Barid Al Maghrib | RABAT | 648 241 | 648 241 | 33,55% |
| Flottant | | 2 749 | 2 749 | 0,14% |
| Total | | 1 932 000 | 1 932 000 | 100% |

EFFECTIFS AU 30 JUIN 2023 (en nombre)

| EFFECTIFS | 30/06/2023 | 31/12/2022 |
|--------------------------------------|------------|------------|
| Effectifs rémunérés | 406 | 385 |
| Effectifs utilisés | 406 | 385 |
| Effectifs équivalent plein temps | 406 | 385 |
| Cadres (équivalent plein temps) | 170 | 118 |
| Employés (équivalent plein temps) | 264 | 267 |
| dont effectifs employés à l'étranger | | |

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

| (En milliers) | Montants | Montants |
|--|----------------|--|
| A- Origine des résultats affectés | | B- Affectation des résultats |
| Report à nouveau | | Réserve légale |
| Résultats nets en instance d'affectation | | Dividendes |
| Résultat net de l'exercice | 149.966 | Autres réserves |
| Prélèvements sur les bénéfices | | Primes d'émission, de fusion et d'apport |
| Autres prélèvements | | Report à nouveau |
| TOTAL A | 149.966 | TOTAL B |
| | | 149 966 |



RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES AU 30 JUIN 2023

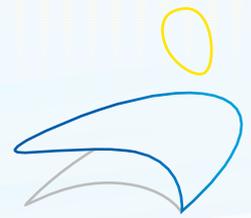
| (En milliers) | Exercice 2023 | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|------------------|------------------|------------------|
| CAPITAUX PROPRES | | | |
| OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE | | | |
| 1- Produit net bancaire | 366 831 | 347 865 | 299 848 |
| 2- Résultat avant impôts | 129 900 | 122 327 | 117 818 |
| 3- Impôts sur les résultats | 38 802 | 36 932 | 36 644 |
| 4- Bénéfices distribués pendant l'exercice | 98 976 | 88 292 | |
| 5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation) | | | |
| RESULTAT PAR TITRE (en dirhams) | | | |
| Résultat net par action ou part sociale | 47,15 | 44,20 | 42,02 |
| Bénéfice distribué par action ou part sociale | | | |
| PERSONNEL | | | |
| Montants des rémunérations brutes de l'exercice Hors CS | 46 377 | 42 621 | 37 828 |
| Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice | 396 | 365 | 356 |

RÉSEAU AU 30 JUIN 2023 (en nombre)

| RÉSEAU | 30/06/2023 | 31/12/2022 |
|--|------------|------------|
| Guichets permanents (Agence du siège+Agence Rabat - Hors Réseau Externe) | 14 | 13 |
| Guichets périodiques (Réseau Externe composé de correspondants actifs (Apporteurs d'affaires)) | 57 | 57 |
| Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque | | |
| Succursales et agences à l'étranger | | |
| Bureaux de représentation à l'étranger | | |
| Concessionnaires Connectés | | |
| Réseau bancaire (Agence Poste Maroc) | | |

ÉTATS NÉANTS

| Code Etat | APPELATION |
|-----------|--|
| A2 | ETAT DES DEROGATIONS |
| A3 | ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES |
| B23 | CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE |
| B31 | VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE |
| D8 | ACTIFS A RISQUE, RESTRUCTURES, IMPRODUCTIFS ET EN SOUFFRANCE |



COOPERS AUDIT

83 Avenue Hassan II
20 100 Casablanca
Maroc

mazars

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101 boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT D'ACHATS A CREDIT « SOFAC » S.A

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX

PERIODE DU 1^{er} JANVIER AU 30 JUIN 2023

En application des dispositions de la loi n°44-12 relative à l'appel public à l'épargne et aux informations exigées des personnes morales et organismes faisant appel public à l'épargne, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la société SOFAC S.A comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie ainsi qu'une sélection des états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2023. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 887 389 KMAD dont un bénéfice net de 91 097 KMAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de la société SOFAC S.A.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société SOFAC S.A arrêtés au 30 juin 2023, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 15 septembre 2023

Les Commissaires aux Comptes

COOPERS AUDIT MAROC S.A

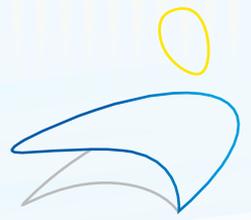
COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social : Avenue Hassan II
Casablanca
Tél: 0522 42 11 90 - Fax: 0522 27 47 34

Abdellah LAGHCHAOUI
Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Boulevard Abdelmoumen
20360 Casablanca
Tel. : 05 22 42 34 25
Fax : 05 22 42 34 00

Taha FERDAOUS
Associé



28 FÉVRIER 2023

Communiqué relatif aux résultats 2022

28 AVRIL 2023

Communiqué relatif à la publication du RFA 2022

31 MAI 2023

Communiqué relatif aux indicateurs du 1^{er} trimestre 2023

31 AOÛT 2023

Communiqué relatif aux indicateurs du 2^{ème} trimestre 2023